

Le Président Bouteflika notifie au Conseil constitutionnel sa décision de mettre fin à son mandat

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a notifié officiellement au président du Conseil constitutionnel, sa décision de mettre fin à son mandat en qualité de président de la République, a-t-on appris hier auprès de la présidence de la République.

P. 24



ARMÉE

M. Gaïd Salah appelle à l'application "immédiate" des articles 7, 8 et 102 de la Constitution

Le Général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a appelé hier à "appliquer immédiatement la solution constitutionnelle", proposée par l'ANP, à travers l'application des articles 7, 8 et 102 et entamer ainsi le "processus garantissant la gestion des affaires de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

P. 3-24



GOVERNEMENT

Bedoui: «La conjoncture "sensible" que traverse l'Algérie exige la garantie du fonctionnement des services et des institutions»

P. 4

MINES ET CARRIÈRES : 18 offres financières retenues pour 497 millions DA

P. 6

ASSURANCE ISLAMIQUE :

La loi régissant «Takaful» prête avant fin 2019

P. 6

SANTÉ

Le cancer de l'endomètre, trop souvent oublié

Quand on parle du cancer de l'utérus on pense au col, et pourtant le cancer du corps de l'utérus, appelé aussi cancer de l'endomètre, est bien plus fréquent.

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS (25^E JOURNÉE) : La JSK compromet ses chances pour le titre, le MOB quitte la zone de relégation

La JS Kabylie, battue ce lundi en déplacement face au DRB Tadjenanet (2-1), a raté l'occasion de recoller au leader l'USM Alger, à l'occasion de la 25^e journée du championnat de Ligue 1 de football.

P. 22

PÉTROLE :

Le prix du panier de l'Opep grimpe à 68,31 dollars le baril

P. 7

MDN

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME
2 caches d'armes et de munitions découvertes à Tamanrasset et Ghardaïa**

P. 24

TISSEMSILT

4 100 visiteurs au village mobile des diabétiques

Le village mobile des diabétiques, qui a baissé rideau hier à Tissemsilt, a drainé plus de 4.100 visiteurs. Ainsi, 4 100 personnes dont l'âge varie entre 20 et 75 ans ont visité ce village et bénéficié d'examen médicaux, de même qu'un dépistage précoce du diabète. Des conseils leur ont été prodigués et autres orientations sur cette maladie, pour éviter toutes les complications (oculaires, cardio-vasculaires, artérielles et des reins). Ces opérations de dépistage précoce du diabète ont permis de déceler plus de 130 nouveaux cas de diabète chez des personnes dont l'âge dépasse 50 ans, selon le même responsable.



Horaire des prières

Mercredi 27 Radjeb 1440

Fajr	04:54
Dohr	12:52
Asr	16:27
Maghreb	19:16
Isha	20:38

LE 8 AVRIL À TIZI-OUZOU
Journée sensibilisation et de formation à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose

Journée mondiale de lutte contre la tuberculose

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, organise lundi 8 avril, une journée pédagogique de sensibilisation et de formation à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose. Les travaux auront lieu à l'amphithéâtre de l'unité Belloua à partir de 8h45mn. Parmi les thèmes qui seront abordés : La tuberculose dans le monde et en Algérie, évaluation de la lutte antituberculeuse dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la tuberculose de l'enfant et la tuberculose latente.

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, organise lundi 8 avril, une journée pédagogique de sensibilisation et de formation à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose. Les travaux auront lieu à l'amphithéâtre de l'unité Belloua à partir de 8h45mn. Parmi les thèmes qui seront abordés : La tuberculose dans le monde et en Algérie, évaluation de la lutte antituberculeuse dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la tuberculose de l'enfant et la tuberculose latente.

CFPA DE AÏN NAÂDJA
Conférence historique sur «Le mois des martyrs»

Dans le cadre du 203e numéro de l'émission hebdomadaire "Rendez-vous avec l'histoire", le musée national du moudjahid, organise ce matin à partir de 10h, au Centre de formation professionnelle Rabah Ben Baya de Aïn Naâdja, une rencontre-historique sous le thème "Mars, le mois des martyrs". La conférence sera encadrée par des professeurs universitaires et des spécialistes en présence d'étudiants et représentants de la presse.

41^E FESTIVAL INTERNATIONAL MIFF «Timelife» de Hamid Benamra projeté à Moscou

Le long métrage "Timelife", dernier né du réalisateur Hamid Benamra, devra participer au 41e Festival international du film de Moscou (Miff) prévu dans la capitale russe du 18 au 25 avril, annoncent les organisateurs. D'une durée de 115mn, "Timelife" sorti en 2019 tente d'apporter des réponses à un questionnement philosophique sur la manière de maintenir l'espoir en vie à travers des expériences poignantes immortalisées par le réalisateur. La comédienne Stéphanie Benamra et le réalisateur syrien Mohamed Malas participent à cette nouvelle oeuvre. Ce film produit par "Nunfilm" dont le tournage a duré près de neuf ans, est sélectionné en hors compétition à ce festival qui met en lice une dizaine de longs métrages.

ARTS ET CULTURE
Rencontre littéraire avec Ahmed Fodil Cherif

A la veille de la Journée du savoir, l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise aujourd'hui, une rencontre littéraire avec l'écrivain Ahmed Fodil Cherif.



Météo



	Max	Min
Alger	22°	11°
Oran	23°	13°
Annaba	22°	14°
Béjaïa	23°	13°
Tamanrasset	31°	18°

TR KATEB YACINE
Présentation de la pièce «Sliwan 02»

La Direction de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou, organise cet après-midi à partir de 14h30, au théâtre régional Kateb Yacine, une pièce théâtrale pour enfants intitulée "Sliwan 02" produite par l'association Iraten de LNI.

JUSQU'AU 5 AVRIL À SKIKDA
5^e édition du concours "Fares El Kaouafi"

Vingt-et-un (21) poètes ont pris part au coup d'envoi de la 5^e édition du concours "Fares El Kaouafi" (le chevalier des rimes), organisé hier à la Maison de la culture Mohamed Seradj de Skikda. Selon le directeur de la maison de la culture, Zidane Meghlaoui, ce concours vise "à favoriser l'émergence de nouveaux talents dans le domaine de la littérature et de la poésie mais aussi de mettre la lumière sur des œuvres littéraires de jeunes méconnus". Ce rendez-vous culturel a également pour but d'encourager le goût de la littérature chez la jeune génération et de faciliter les échanges entre les férus de la poésie arabe classique, en plus de mettre en valeur toute l'importance de ce patrimoine immatériel de l'humanité, a ajouté M. Maghlaoui. Destinée aux 18-35 ans, la 5^e "Fares El Kouafi" sera clôturée le 9 avril courant avec une cérémonie de remise d'attestations et de prix aux lauréats devant être désignés par un jury composé d'enseignants universitaires, dont Hacem Douasse, Abdesselam Gekhdir et Houcine Zeroual. Il est à rappeler que l'édition "Fares El Kouafi" 2018 a été remportée par le jeune poète, Bilel Mate, qui s'était distingué avec son poème "Ghaima La Tahtel matar" (un nuage sans pluie).

SÛRETÉ NATIONALE
Saisie de 90 kg de cannabis traité à Tlemcen

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité notamment le trafic de drogue, les forces de police de la sûreté de wilaya de Tlemcen, ont interpellé récemment (01) présumé auteur dans une affaire de trafic de drogue, et ont récupéré (90) kilogrammes de cannabis traité. En effet, suite à une information recueillie par les forces de police de la sûreté de wilaya de Maghnia relevant de la sûreté de wilaya de Tlemcen, ont exécuté une perquisition dans un domicile d'un présumé auteur dans une affaire de trafic de drogue, qui s'est soldée par son interpellation et la récupération de (90) kilogrammes de cannabis traité.

SALLE IBN ZEYDOUN
Lego 2 en projection

Le film d'animation Lego 2, sorti en 2019 et réalisé par Mike Mitchell et Trisha Gum, sera en projection cet après-midi à partir de 15h30 à la salle Ibn Zeydoun (Office Riadh El Feth).

CHLEF
7.300 personnes vaccinées contre la rougeole

Plus de 7300 personnes ont été vaccinées contre la rougeole, dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre la rougeole dans la wilaya de Chlef. Au total 7347 personnes, résidentes au niveau de foyers de rougeole ou dont un membre de leur famille est suspecté d'avoir contracté cette maladie, ont été vaccinées depuis le début de l'année. Il a signalé la mobilisation, à cet effet, d'un nombre d'équipes médicales, également chargées de la réalisation d'enquêtes sur cette maladie ayant causé, à ce jour, la mort de deux bébés.

POLITIQUE/ARMÉE/CONSTITUTION (1/2)

M. Gaid Salah appelle à l'application "immédiate" des articles 7, 8 et 102 de la Constitution (Communiqué)

Le Général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a réitéré hier son appel à "appliquer immédiatement la solution constitutionnelle", proposée par l'ANP, à travers l'application des articles 7, 8 et 102 et entamer ainsi le "processus garantissant la gestion des affaires de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Voici le texte intégral du communiqué du ministère de la Défense nationale rendu public ce mardi: "Monsieur le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-Ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire a présidé, l'après-midi d'aujourd'hui, 02 avril 2019, une réunion au siège de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, avec les Commandants de Forces, les Commandants des Régions Militaires, le Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale et les Chefs des deux Départements de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi des développements relatifs à la proposition formulée par l'Armée Nationale Populaire visant la mise en application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution.

Monsieur le Général de Corps d'Armée a souligné avoir suivi, de près, les manifestations pacifiques, lors desquelles le peuple algérien est sorti exprimer des revendications légitimes, comme il a salué le comportement civilisé et le haut niveau de conscience et de maturité dont a fait preuve le peuple algérien tout au long de ces manifestations, exprimant sa parfaite adhésion aux revendications et ambitions légitimes, partant de sa conviction pûisée de son attachement à la légitimité constitutionnelle et du fait que le peuple est la seule et unique source du pouvoir.

Monsieur le Général de Corps d'Armée a rappelé les efforts de l'Armée Nationale Populaire pour trouver une solution à la crise depuis le début des manifestations, où il a insisté, en date du 18 mars dernier, au niveau du Secteur Opérationnel Sud Tindouf en 3ème Région Militaire, sur l'impératif de résoudre cette crise dans les plus brefs délais et que les solutions à cette problématique existent, pourvu qu'elles s'inscrivent dans le cadre constitutionnel.

Cependant, et devant l'absence de toute réaction à cette démarche et au regard de la sensibilité de la situation dont il est profondément conscient, il a évoqué la question, encore une fois, lors de son intervention du 26 mars au niveau du Secteur Opérationnel Sud-Est de Djanet en 4ème Région Militaire, et a affirmé qu'il était nécessaire de trouver une solution pour sortir de la crise dans l'immédiat et a proposé la mise en application de l'article 102 de la Constitution, comme solution s'inscrivant exclusivement dans le cadre constitutionnel, considéré comme l'unique garantie pour maintenir une situation politique stable.

La dernière intervention en date, était lors de la réunion tenue au niveau du siège de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Po-



pulaire, en date du 30 mars, au cours de laquelle il a réitéré la nécessité de mettre en application les articles 7, 8 et 102 de la Constitution et qu'aucune autre solution en dehors du cadre constitutionnel ne peut être envisagée.

En réponse à cette démarche, ajoute Monsieur le Général de Corps d'Armée, le peuple algérien a approuvé cette proposition et a salué les efforts de l'Armée Nationale Populaire pour trouver une solution constitutionnelle pour cette crise dans les plus brefs délais: "Le peuple algérien a approuvé cette démarche et l'a accueillie favorablement, voyant en elle un signe de bon augure et un espoir pour sortir de la crise.

Cette initiative a été présentée par l'Armée Nationale Populaire, partant de son sentiment de responsabilité historique envers le peuple et la patrie.

Malheureusement, cette démarche a été accueillie par l'entêtement, la tergiversation et la surnoisserie de certains individus qui œuvrent à faire perdurer la crise et la rendre plus complexe, avec comme seul souci la préservation de leurs intérêts personnels étroits, en se souciant que peu des intérêts du peuple et de l'avenir du pays.

Les efforts consentis par l'Armée Nationale Populaire depuis le début de la crise et son alignement total sur les revendications populaires, confirment que son unique ambition est de veiller à préserver la conception constitutionnelle de l'Etat, garantissant la sécurité et la stabilité du pays et protéger le peuple d'une poignée de personnes qui s'est indument accaparée des richesses du peuple algérien.

Al'heure qu'il est, elle s'affaire à contourner ses revendications légitimes en fomentant des plans douteux, tendant à déstabiliser le pays et l'entraîner dans le piège du vide constitutionnel".

Quant aux vastes opérations de pillage et de dilapidation qu'a connues notre pays, ciblant ses potentiels et ressources économiques et financières, Monsieur le Général de Corps d'Armée s'est interrogé sur les moyens qui ont permis à cette poignée de personnes d'amasser des richesses immenses par des voies illégales et dans un court laps

de temps, en toute impunité, profitant de leur accointance avec certains centres de décision douteux, et qui tentent ces derniers jours de faire fuir ces capitaux volés et s'enfuir vers l'étranger.

Il y a lieu d'indiquer dans ce contexte que les décisions de poursuites judiciaires contre ces derniers émanent de la justice par le biais du procureur général, mû par son adhésion aux revendications populaires insistantes.

Ainsi des décisions préventives ont été prises à l'encontre de certains individus, leur interdisant le déplacement jusqu'à l'accomplissement des procédures d'enquête, alors que les structures de compétence relevant du Ministère du Transport ont mis en œuvre des mesures d'interdiction de décollage et d'atterrissage des avions privés appartenant à des hommes d'affaire au niveau des aéroports du pays, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Concernant le communiqué attribué au Président de la République, publié hier, Monsieur le Général de Corps d'Armée a souligné :

"Alors que le peuple algérien attendait avec impatience la satisfaction de ses revendications légitimes, parut en date du 1er avril un communiqué attribué au Président de la République, alors qu'en réalité il émanait d'entités non constitutionnelles et non habilitées, ayant trait à la prise de décisions importantes concernant la phase de transition.

Dans ce contexte particulier, nous confirmons que toute décision prise en dehors du cadre constitutionnel est considérée comme nulle et non avenue".

Monsieur le Général de Corps d'Armée a évoqué des réunions suspectes tenues clandestinement pour comploter contre les revendications du peuple et adopter des pseudo-solutions en dehors du cadre de la Constitution afin d'entraver les démarches de l'Armée Nationale Populaire et ses propositions de soitie à la crise et, partant, exacerber la situation et la rendre plus compliquée.

Tout ceci est entrepris en coordination avec les entités non-constitutionnelles.

Toutefois certaines de ces parties se sont manifestées, tentant vainement de nier leur présence dans ces réunions et induire l'opinion publique dans l'erreur, malgré l'existence de preuves irréfutables attestant ces réalités malveillantes.

Quant aux efforts fructueux et soutenus, que l'Armée Nationale Populaire ne cesse de fournir, afin d'ériger une Armée forte, moderne et professionnelle, Monsieur le Général de Corps d'Armée a affirmé: "Certains semblent avoir oublié que l'Armée Nationale Populaire a payé de lourds tributs et sacrifié des contingents de martyrs le devoir dans sa lutte contre le terrorisme abject une décennie durant, lors de laquelle elle a réussi grâce à Allah le Tout-Puissant et à l'aide de ce peuple vaillant, d'éradiquer ce fléau et de prémunir notre pays de ses nuisances.

Elle continue de consentir tous ses efforts au service de sa patrie afin qu'elle demeure fière et jouissant de la paix, en se déployant dans tous les recoins du territoire national et aux abords de nos étendues frontières, vigilante de jour comme de nuit, afin de contrecarrer tous les fléaux de terrorisme, trafic d'armes et de drogues, ainsi que la criminalité organisée sous toutes ses formes.

Tout ceci a été possible grâce à la stratégie judicieuse et pertinente adoptée par le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire, constamment adaptée en fonction de l'évolution de la situation.

Cette stratégie a porté ses fruits à travers l'instauration des facteurs de sécurité et de stabilité à travers tout le territoire national. Ces réalisations ne sont pas le fruit du hasard, mais ont été réalisées grâce aux efforts des hommes et leurs incommensurables sacrifices.

Nous nous sommes attelés, depuis des années, à construire une armée forte, moderne et professionnelle, une armée aux rangs serrés, prête à s'acquitter de ses missions en toutes circonstances, une armée dont les éléments sont imprégnés d'un haut sens de patriotisme et d'une discipline exemplaire, afin que l'Armée Nationale Populaire demeure la colonne vertébrale de l'Etat et le soutien du peuple dans les épreuves et les crises.

Mais ceci a dû exaspérer certaines parties, qui s'échine à cibler l'Armée en portant atteinte à sa réputation et la cohésion de ses composantes, afin de réaliser leurs desseins malveillants.

Des desseins que l'Armée Nationale Populaire, qui demeure une ligne rouge, saura contrecarrer avec toute la rigueur et la détermination et en usant de tous les moyens légaux.

Ces acquis précieux et inestimables qu'il nous appartient de préserver en toutes circons-

tances, notamment au regard de la situation délétère dans notre région.

Partant de ce principe, nous ne permettrons jamais et en aucun cas que ces acquis, qui sont en réalité les acquis du peuple algérien, soient compromis".

Monsieur le Général de Corps d'Armée a réitéré son inamovible alignement aux côtés du peuple, en tant que Moudjahid qui assume pleinement ses responsabilités historiques: "J'ai confirmé à maintes fois qu'en ma qualité de Moudjahid ayant lutté par le passé contre le colonialisme tyrannique et ayant vécu la souffrance du peuple en cette période difficile, je ne saurai me taire aujourd'hui sur les complots et les conspirations abjectes, fomentés par une bande qui a fait de la fraude, la malversation et la duplicité sa vocation.

Aussi, je suis avec le peuple et à ses côtés pour le meilleur et pour le pire, comme je le fut par le passé, et je m'engage devant Allah et devant la patrie et le peuple que je n'épargnerai aucun effort à cette fin, quoi qu'il m'en coûtera".

Al'issue, Monsieur le Général de Corps d'Armée a réitéré son attachement à l'application de la proposition de l'Armée nationale Populaire sans plus tarder: "Ainsi, nous estimons qu'il n'y plus lieu de perdre davantage de temps et qu'il faut appliquer immédiatement la solution constitutionnelle proposée, à savoir la mise en application des articles 7, 8 et 102 et entamer le processus garantissant la gestion des affaires de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle.

Aussi notre décision est claire et irrévocable.

Nous soustendrons le peuple jusqu'à ce que ses revendications soient entièrement et totalement satisfaites.

Etant le fils du peuple et partant de la responsabilité historique qui m'incombe, je ne pourrai que m'aligner sur ce peuple dont la patience n'a que trop duré et qui a tant souffert des différentes épreuves.

Car il est temps pour qu'il recouvre ses droits constitutionnels légitimes et sa pleine souveraineté.

Enfin, nous réitérons encore une fois que notre démarche pour trouver une solution à cette crise, émane exclusivement et strictement de notre allégeance envers la Patrie et uniquement la Patrie, car nous croyons fermement en la capacité du peuple algérien à surpasser les crises, aussi graves qu'elles puissent être, grâce à ses référents historiques et civilisationnels ainsi qu'à ses ressources humaines imprégnées de patriotisme et parce que nous sommes convaincus qu'aussi longtemps qu'une personne vive, elle est appelée à disparaître un jour, mais la patrie vivra éternellement".

GOUVERNEMENT

La conjoncture «sensible» que traverse l'Algérie exige la garantie du fonctionnement des services et des institutions (Bedoui)

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui a affirmé, hier à Alger que «la conjoncture sensible» que traverse l'Algérie «exige de se mobiliser tel un seul homme afin d'assurer les besoins des citoyens et le bon fonctionnement des services et des institutions».

Dans une allocution à l'occasion de l'installation de M. Salaheddine Dahmoune à la tête du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, M. Bedoui a indiqué que «cette conjoncture sensible exige de se mobiliser tel un seul homme afin d'assurer le bon fonctionnement des services et de mieux répondre aux besoins des citoyens, tout en veillant à la sécurité et à la sérénité», «Notre mission principale, en cette période historique, est de servir les citoyens, placés toujours au cœur de tous les projets», a-t-il ajouté.

Saluant «la force du peuple algérien dans la préservation des acquis, des institutions et de l'esprit de complémentarité entre lui (peuple) et les institutions de l'Etat», le



Premier ministre a mis en avant «la sagesse et le haut sens de responsabilité dont a fait preuve le peuple algérien pour entrer dans une nouvelle phase». Après avoir rappelé que le pays s'appropriait à accueillir «d'importantes échéances intéressantes

des citoyens, à l'instar des examens scolaires», M. Bedoui a mis l'accent sur «la nécessité de poursuivre le travail avec autant de détermination pour édifier une Algérie nouvelle qui réponde aux aspirations du peuple algérien», soulignant que «le ministère

de l'Intérieur jouera un rôle important pour mener le pays à bon port dans le cadre des valeurs constitutionnelles nationales». A cette occasion, le Premier ministre a salué le «patriotisme dont ont fait montre les employés de tous les corps».

M. Slimane Brahmi prend ses fonctions de ministre de la Justice

M. Slimane Brahmi a pris, lundi, ses fonctions de ministre de la Justice, garde des Sceaux, en remplacement de M. Tayeb Louh. Lors de la cérémonie d'installation, organisée au siège du ministère, M. Brahmi a indiqué qu'il consacra tous ses efforts «avec sincérité et dévouement au service du pays et des citoyens, dans le cadre des nobles principes de la justice».

Le nouveau ministre a appelé la corporation de la magistrature à «œuvrer à garantir les droits des citoyens dans le cadre du respect des lois de la République et des principes de justice, en adéquation avec leurs aspirations légitimes, la préservation du pays et la poursuite des réformes».

M. Brahmi a remercié le président de la République pour la confiance dont il a été investi, estimant que la mission

qui lui a été confiée «est une responsabilité et un engagement au service du pays et des citoyens, dans le cadre de l'Etat de droit».

Pour sa part, M. Louh a exprimé sa reconnaissance au président de la République pour la confiance dont il a été investi, en lui confiant ce secteur «sensible» et avant lui celui du travail «qui est aussi important».

Saluant «les réalisations» enregistrées par le secteur ces dernières années, M. Louh a remercié «tous ceux qui ont contribué à ces réformes, en dépit des contraintes et des obstacles», soulignant «le soutien apporté par le président de la République, les magistrats, les fonctionnaires de la justice et les cadres du ministère». M. Louh a saisi cette occasion pour féliciter le nouveau ministre, en lui souhaitant

«réussite et succès» dans sa mission, formant le vœu de voir «davantage de réformes» dans le secteur et «davantage de progrès et de stabilité» en Algérie. Né en 1952, le nouveau ministre de la Justice est titulaire d'une licence en droit, obtenue en 1977.

En 1980, il rejoint la corporation de la magistrature et occupe plusieurs postes dont le dernier a été celui de conseiller à la cour suprême en 2014. Il a été également président de la cour d'Alger en 2011 et avant président des cours de Blida, Sétif et Laghouat.

M. Brahmi avait occupé le poste de président de chambre près des cours de Boumerdès et Tizi Ouzou et ce après avoir été nommé conseiller à la cour de Tizi Ouzou en 1993. Il a été également procureur de la République près des tribunaux de Tizi Ouzou et Médéa.

M. Beldjoud prend ses fonctions à la tête du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville

M. Kamel Beldjoud a pris ses fonctions, hier, à la tête du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, en remplacement de M. Abdelwahid Temmar. Lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Beldjoud a adressé ses remerciements au président de la République, Abdelaziz Bouteflika pour la confiance qu'il a placée en lui, en le nommant ministre du secteur de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville. M. Beldjoud a également remercié M. Temmar pour les efforts fournis au service du secteur durant les 20 mois passés à la tête du ministère.

Pour sa part, M. Temmar a passé en revue les différentes réalisations accomplies sous sa supervision, exprimant sa disponibilité à

prêter aide et assistance à M. Beldjoud. Né en 1957 à Bir Mourad Raïs (Alger), M. Beldjoud a occupé auparavant le poste de Secrétaire général au ministère de l'Habitat depuis 2016, ainsi que plusieurs autres postes au sein d'institutions étatiques depuis 1982, outre sa participation à l'opération d'éradication des bidonvilles à Alger de 1983 à 1984. Il a occupé par la suite le poste de chargé de mission, puis d'inspecteur général à la wilaya d'Alger et président des daïras El Abiodh Sidi Cheikh et El Bayadh dans la wilaya d'El Bayadh. M. Beldjoud a aussi assumé les fonctions de président des Daïras de Aïn Arnat (Sétif), Aïn Oussara (Djelfa) et Batna (Batna) durant la période 1985-2005.

Parmi les postes occupés par le nouveau ministre (2005-2010), celui de wali délégué à Chéraga et à Rouiba jusqu'à 2015, puis à Zeralda jusqu'à

2016, avant d'assurer les fonctions de secrétaire général au ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville (2016-2019).

M. Dada Moussa prend ses fonctions à la tête du ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels

M. Dada Moussa a pris ses fonctions, hier à la tête du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels en remplacement de M. Mohamed Mebarki suite à la nomination des nouveaux membres du gouvernement sous la direction du Premier ministre, Noureddine Bedoui.

Dans une déclaration à l'issue de la cérémonie de passation de pouvoirs, M. Dada Moussa a présenté ses remerciements au président de la République pour la confiance qu'il a placée en sa personne en le nommant à ce poste, souhaitant que tous les cadres du ministère participent à la réussite de sa mission, en collaborant avec lui et en maintenant «le même

rythme» pour relancer le secteur. Titulaire d'un Doctorat en Chimie obtenu en Grande Bretagne, M. Dada a assuré le poste de directeur de l'Université de Ghardaïa avant sa nouvelle mission à la tête du ministère. Il a été professeur universitaire depuis 2002. Il a assumé plusieurs postes dans ce secteur, dont ceux de doyen et de directeur du centre universitaire de Tamanrasset.

Pour sa part, M. Mebarki a présenté ses remerciements au président de la République pour lui avoir accordé la chance de participer au développement du pays et du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

M. Bouzid Tayeb prend ses fonctions à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

M. Bouzid Tayeb a pris, lundi, ses fonctions à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en remplacement de M. Tahar Hadjar. Dans une déclaration à l'issue de la cérémonie de passation des pouvoirs, le nouveau ministre a adressé ses remerciements au président de la République, pour la confiance dont il l'a investi, saluant «les efforts consentis par M. Tahar Hadjar».

A cette occasion, M. Bouzid Tayeb appelé «à intensifier les efforts pour aller de l'avant, relever les défis et développer le secteur». Né le 3 février 1955 dans la wilaya de Batna, M. Bouzid Tayeb est titulaire d'un doctorat d'Etat en génie civil. Il a occupé plusieurs postes dans le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le dernier étant recteur de l'université Mustapha Benboulaïd de Batna.

M. Cherif Omari prend ses fonctions à la tête du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche

M. Cherif Omari a pris, lundi à Alger, ses fonctions à la tête du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en remplacement de M. Abdelkader Bouazghi, en présence des cadres centraux et des directeurs généraux des établissements sous tutelle. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de passation des pouvoirs au siège du ministère, M. Omari a affirmé qu'il «ne ménagera aucun effort pour poursuivre le développement du secteur et la réalisation des objectifs tracés, et ce en coopération avec tous les cadres et intervenants du secteur». Dans ce sillage, il a appelé les cadres du secteur à conjuguer les efforts, veiller à offrir un service public de qualité et garantir le bon fonctionnement des établissements et instances relevant du secteur, notamment en cette conjoncture sensible».

Dahmoune prend ses fonctions à la tête du ministère de l'Intérieur, des collectivités et de l'aménagement du territoire

M. Salaheddine Dahmoune a pris ses fonctions, hier à Alger, à la tête du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, en remplacement de M. Noureddine Bedoui, nommé Premier ministre. Lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence des cadres du ministère, des Directeurs généraux de la Sécurité nationale et de la Protection civile, respectivement MM. Abdelkader Kara Bouhadba et Boughelaf Boualem, M. Dahmoune a précisé que le ministère «est en passe de préparer des rendez-vous importants, à l'instar de la saison du hadj, de la saison estivale et de la rentrée sociale et scolaire». M. Dahmoune s'est engagé à «travailler avec tous les cadres pour assurer un service public au citoyen et poursuivre la modernisation de tout ce qui concerne le service public qui constitue une priorité pour le ministère», soulignant qu'il «compte sur les valeurs de l'action participative, désormais une tradition dans le secteur». A cette occasion, il a salué le professionnalisme des corps de sécurité et de l'Armée nationale populaire (ANP) dans «la préservation de la sécurité des citoyens et de leurs biens».

De son côté, M. Bedoui a présenté ses remerciements aux cadres du ministère qui l'ont soutenu, les appelant à collaborer avec le nouveau ministre. Avant sa nomination, M. Dahmoune occupait le poste de Secrétaire général au ministère de l'Intérieur et des collectivités locales et a également occupé le poste de Directeur de cabinet au même ministère.

Position de l'ANP, «premier acquis du mouvement national» (FNA)

Le Front national algérien (FNA), a affirmé que la position de l'Armée nationale populaire (ANP) appelant à l'application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution constituait «le premier acquis du mouvement national», appelant au développement de tous ce qui est à même de «redonner confiance au peuple envers ses institutions», a indiqué mardi un communiqué du parti.

Le FNA a estimé que la position de l'ANP «constitue le premier acquis du mouvement national» et appelle au développement de tous ce qui est à même de «redonner confiance au peuple envers ses institutions», soulignant que «les marches restent le principal garant pour remporter de nouveaux acquis susceptibles de consacrer la souveraineté du peuple». Le parti présidé par Moussa Touati a insisté sur l'importance de préserver «le caractère pacifique et l'unité du mouvement».

APS

GESTION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION : Des juristes partagés entre une démarche constitutionnelle ou politique

Des juristes ayant participé à une table ronde ayant pour thème «Quelles solutions pour l'impasse institutionnelle», organisée lundi par l'espace «Les débats de l'UMMTO» (Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou), ont exprimé des positions partagées quant à l'organisation et à la gestion de la période de transition.

Les professeurs en droit constitutionnel, Walid Laggoune (université d'Alger) et Abdelkader Kacher (université de Tizi-Ouzou) qui ont participé à cette rencontre aux côtés des avocats et juristes Hakim Saheb et Ali Brahim, ont proposé chacun des solutions s'inscrivant dans le cadre du respect de la Constitution pour le premier et en dehors de la loi suprême pour le second.

M. Laggoune a souligné l'importance de «rester dans la logique constitutionnelle» et d'organiser la transition «selon la volonté populaire», observant que «dans le cadre de proposition d'une solution à cette crise, on doit soit mettre la Constitution complètement de côté, soit analyser la logique constitutionnelle pour essayer de trouver des repères». A ce titre il a observé que le recours aux articles 6 et 7 de la Constitution s'inscrivent dans cette logique constitutionnelle.

L'universitaire a observé que «la situation actuelle ne permet pas d'avoir des réponses immédiates et sortir complètement de cette logique constitutionnelle qui pose la question de qui a la légitimité de proposer une option pour gérer la transition et de définir les mécanismes pour le changement».

Déplorant le fait qu'il y ait un «déficit de débat», Walid Laggoune a insisté sur l'importance de respecter les différents points



de vues. A ce propos et concernant les prépositions du Général de Corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Ahmed Gaïd Salah, il a relevé que «c'est la première fois en Algérie que l'Etat-major s'est présenté devant le peuple et a exprimé une position et je suis obligé d'être attentif à ce qu'il dit».

Selon ce professeur en droit constitutionnel, «l'ANP, (...) est un acteur institutionnel». De son côté l'universitaire de Tizi Ouzou, M. Kacher qui prône une solution en dehors de la Constitution a argumenté sa position par le

fait que «des constitutions, depuis 1962, n'ont aucune légitimité populaire car votées par des assemblées illégitimes, le peuple n'a jamais été associé à ces contrats avec ses dirigeants. Ces constitutions n'ont aucune légitimité populaire car votées par des assemblées non légitimes». Partageant l'avis de Abdelkader Kacher, Me Ali Brahim a observé que «toutes les Constitutions ne sont pas légitimes et que nous sommes devant une impasse procédurière».

Il a estimé que le mouvement populaire «doit accélérer son auto-organisation et interpeller l'armée pour préserver l'intégrité

territoriale et la souveraineté nationale». Observant que la transition sera longue, Me Brahim a suggéré d'aller vers une assemblée nationale constituante et «une conférence nationale où le régime sera représenté par son armée».

Présent à cette rencontre, l'ancien moudjahid, chef militaire de l'Armée de libération nationale de la Wilaya IV historique, le commandant Lakhdar Bouregâa, a appelé à préserver l'institution militaire «qui a été la seule à avoir entendu les revendications populaires. Elle est appelée à jouer son rôle dans la conjoncture actuelle», a-t-il dit.

MOUVEMENT ENNAHDA:

Une série de mesures doit précéder l'application de l'article 102 de la Constitution

Le mouvement Ennahda a affirmé, hier qu'une série de mesures doit précéder l'application de l'article 102 de la Constitution, à leur tête la nomination d'un gouvernement de compétences nationales et l'organisation d'une Présidentielle dans un délai ne dépassant pas les 6 mois.

Dans un communiqué ayant sanctionné la réunion de son Bureau national publié lundi, le mouvement Ennahda a estimé qu'une série de mesures doit précéder l'application de l'article 102 de la Constitution, à savoir: «la nomination d'un gouvernement de compétences nationales avec à sa tête un Premier ministre accepté par le peuple, le

remplacement du président du Conseil de la nation par une personnalité de consensus, la mise en place d'une commission nationale indépendante pour l'organisation des élections et l'organisation d'une présidentielle dans un délai de 6 mois au plus tard».

Dans ce sens, le mouvement propose que la présidence de la République «légitime» se charge de la reconstruction des institutions et de la révision de la Constitution, en vue d'aboutir à l'instauration d'un régime pluraliste équilibré garantissant les droits, les libertés, la transparence dans la gestion des affaires publiques, l'alternance au pouvoir, l'indépendance de la justice et la réalisation

de la souveraineté populaire, à travers des élections libres et transparentes.

Aussi, le mouvement Ennahda a appelé le peuple algérien à «maintenir le mouvement populaire et poursuivre la lutte pacifique, garante de la satisfaction de leurs revendications», affirmant que la nomination du nouveau gouvernement constitue «une provocation menant vers l'impasse et faisant durer encore davantage la crise politique», au lieu d'aboutir «à un consensus et un dialogue permettant de tracer une feuille de route satisfaisante qui mettrait un terme à cette crise qui secoue le pays», a conclu le communiqué.

TIZI-OUZOU :

Zoubida Assoul plaide pour «un large débat contradictoire» au sein de la société

La dynamique politique que vit l'Algérie devra déboucher sur un «large débat contradictoire» au sein de la société pour «consacrer la rupture avec le système», a soutenu hier à Tizi-Ouzou Zoubida Assoul, présidente du parti de l'Union pour le Changement et le Progrès (UCP).

Pour Mme Assoul, qui s'exprimait lors des débats organisés à l'Université Mouloud Mammeri (UMMTO), «le peuple algérien a rendu un verdict sans appel proclamant la rupture avec le système en descendant dans la rue, et sa volonté de construire un Etat de droit et de liberté au service des intérêts du citoyen». Verdict prononcé

depuis le 22 février dernier, a-t-elle dit, avant de poursuivre: «il faudrait, à présent, introduire de nouvelles pratiques politiques saines basées sur le débat contradictoire au sein de la société pour permettre l'émergence de nouvelles idées».

«La pratique politique dans notre pays a été ternie et pervertie par ce système qui a provoqué l'éloignement du citoyen de la politique», a-t-elle opiné, tout en plaidant pour «la nécessité de s'organiser pour faire des propositions et gagner le projet d'une société algérienne moderne par les urnes et sans discrimination aucune d'une quelconque partie».

Sur un autre volet abordant

la place de la femme dans la société algérienne, «souvent remise au second plan lors des moments historiques», l'ancienne magistrate a appelé à «consacrer la citoyenneté effective de la femme algérienne qui a été dans tous les combats qu'a connus notre pays».

«L'égalité entre hommes et femmes est un principe fondamental consacré par l'ensemble des lois fondamentales du pays depuis 1963», a-t-elle relevé à ce propos, déplorant, toutefois, qu'il (principe) n'a jamais été traduit dans la réalité.

Les Algériennes, une fois l'indépendance acquise, ont été renvoyées dans les foyers». Rappelant le long combat de la femme

algérienne, Zoubida Assoul a évoqué la participation de cette dernière «au combat dans les maquis et les villes aux côtés des hommes lors de la guerre de libération nationale, à l'édification de l'Etat algérien à l'indépendance et dans la résistance au terrorisme», soulignant que «les femmes ont payé un lourd tribut durant cette dernière période (décennie noire)».

Aussi, a-t-elle jugé «positive» la démarche des quotas pour les femmes dans les assemblées élues adoptée en 2012 qui contribue à «lever les discriminations subies par les femmes, malgré ses limites et les déformations qu'elle ait pu charrier dans un premier temps».

ASSURANCE ISLAMIQUE : La loi régissant «Takaful» prête avant fin 2019

La loi régissant «Takaful», un concept d'assurance basé sur la «Charia» (loi islamique), devrait être promulguée «d'ici fin 2019», permettant ainsi la commercialisation de ce produit en Algérie, a indiqué à l'APS hier à Alger le P-dg de la société algérienne d'assurance (SAA), Nacer Sais.

«Le Takaful est un système d'assurance fondé sur les préceptes de la Charia islamique. Il devrait drainer les fonds d'une frange de la société favorable à ce mécanisme qui diffère de l'assurance classique. Les textes de loi régissant ce produit sont en cours de préparation et devraient être promulgués d'ici la fin de l'année en cours», a expliqué M. Sais en marge d'une conférence sur «les enjeux stratégiques de l'activité d'assurance et la réassurance en Algérie», organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG).

A l'image de certaines banques, qui proposent des produits islamiques à leur clientèle, les sociétés d'assurances vont également se doter de mécanismes leur permettant de commercialiser des produits basés sur les normes et règles de la Charia, notamment dans la branche assurance vie, a ajouté M. Sais.

Selon le même responsable, le lancement de ce nouveau mode d'assurance est parmi «les enjeux majeurs» qu'avaient fixés les sociétés



d'assurances et de réassurance en Algérie, permettant à ce «secteur stratégique d'accompagner la transition économique nationale». Parmi ces enjeux, il a également cité la digitalisation comme levier de croissance, notamment la vente en ligne, l'amélioration de la chaîne de valeur et l'amélioration de la relation avec la clientèle et le développement de nouvelles prestations.

Il s'agit aussi de l'assouplissement des dispositifs de l'assurance contre les catastrophes naturelles (CAT-NAT), l'ouverture de guichets d'assurance au niveau des

banques, ainsi que la promotion de l'assurance vie, considérée comme un levier de développement de l'épargne à long terme.

M. Sais a souligné que l'objectif du secteur est qu'il soit un secteur «mieux organisé et plus sollicité», précisant qu'en 2018, l'industrie des assurances en Algérie pesait 138 milliards de dinars (1,2 milliards de dollars), soit 0,7 du PIB (contre 4% au Maroc, 2% en Tunisie et 8% en Namibie).

Les assurances de dommage, a-t-il précisé, représentaient près de 92% du chiffre d'affaires du marché na-

tional, dont 50% issus de la branche automobile.

Dans le monde, le secteur des assurances représente 4.891 milliards de dollars, dont 2.657 milliards de dollars en assurance vie.

Les marchés avancés comme l'Europe et l'Amérique du Nord sont estimés à 3.820 milliards de dollars, la Chine à 531 milliards de dollars, les marchés émergents 1.072 milliards de dollars, dont l'Afrique qui demeure le marché le moins développé avec seulement 67 milliards de dollars.

Il a estimé que le marché des assurances pourrait doubler de volume à l'horizon 2030 au regard de sa contribution et son poids dans le développement économique et social des pays, soulignant que la Chine et les pays émergents seraient les premiers à impulser ce rythme de croissance, car le marché est presque saturé dans les pays développés. Les nouvelles technologies redessineront le concept d'assurance pour plus de flexibilité et une meilleure qualité de prestation, a-t-il insisté.

MOSTAGANEM : Production de plus de 4.280 q de produits agricoles et 200.000 plants en milieu forestier

Le domaine forestier national dans la wilaya de Mostaganem a enregistré en 2018 la production de 4.283 quintaux (qx) de différents produits agricoles et 200.000 plants forestiers, a-t-on appris hier de la Conservation des forêts.

Durant la saison agricole écoulée, la wilaya de Mostaganem a enregistré une production de 2.363 qx de différents fruits, dont 2.132 qx d'orange et de citron et 139 qx de pommes, d'abricots et de figues, ainsi que 92 qx de raisins, d'olives et d'aubépine, a indiqué à ce propos la même source.

En outre, durant la même période, les espaces forestiers vides cultivables de la wilaya ont été exploités, ce qui a permis de produire quelque 1.200 qx de pommes de terre et 600 qx de tomates, ainsi que 120 qx de miel, a ajouté la conservation.

Concernant la production des plants forestiers, l'année 2018 a connu une production de quelque 200.000 plants de différentes espèces, ainsi que 18.000 caillies.

Par ailleurs, le nombre des travailleurs activant dans le domaine forestier de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre de l'exploitation dans le secteur agricole, s'élève à 582 bénéficiaires, dont 320 dans les productions saisonnières et 144 dans les arbres fruitiers, sur une superficie évaluée à 768 hectares, a-t-on précisé.

La Conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem œuvre, dans le cadre des nouvelles orientations, à promouvoir l'investissement au niveau des espaces forestiers et augmenter ses contributions à l'économie nationale, ainsi que l'assainissement des périmètres et anciennes poches et la création de nouvelles superficies pour l'investissement.

Elle accompagne également les exploitants de ces domaines et les oriente vers des activités prioritaires, en plus de la création d'un réseau de communication entre les producteurs, les distributeurs et exportateurs, en plus du soutien aux exploitants intéressés par la plantation d'arbres fruitiers et fourragers, la création de pépinières forestières et les plantes aromatiques et médicinales et l'élevage de petits gibiers. Dans ce cadre, selon la Conservation des forêts, des propositions ont été avancées pour la création de trois périmètres de 23 ha pour la production de caroube et trois autres sites de 96 ha pour la production de pin fruitier, ainsi qu'un périmètre à la Macta de 100 ha dans la commune de Stidia, pour la production de plantes aromatiques et médicinales. La conservation des forêts procède au développement de la culture de l'arganier au niveau de deux espaces expérimentaux au niveau de la forêt de Stidia et de Berrahal, ce qui a permis, en trois années, la plantation de 6.000 plants et la production de 16 kg de fruit d'argan.

Le programme d'investissement spécial pour cet arbre aux vertus alimentaires, médicinales et cosmétiques, voire économiques, a pour objectif la plantation de quelque 10.000 plants de cet arbre durant l'année en cours et la production de plus de 25 kg du fruit de cet arbre, a-t-on ajouter de même source. La superficie des forêts de la wilaya de Mostaganem est de plus de 32.200 ha, soit 14% de la superficie totale de la wilaya.

APS

MINES ET CARRIÈRES : 18 offres financières retenues pour 497 millions DA

L'Agence nationale des activités minières (ANAM) a procédé mardi hier à l'ouverture des plis de 29 soumissionnaires, dont 18 offres retenues pour un montant global de 497 millions DA, et ce, au titre de la 48ème session d'adjudication minière.

La séance d'adjudication s'est déroulée en présence des soumissionnaires.

Le président du Comité de direction à l'ANAM, Ahmed Ghazi Baoun, a fait part de son souhait de développer davantage le secteur minier en Algérie, tout en accompagnant et en encourageant les investisseurs privés.

«Dans la wilaya de Tamanrasset, nous avons des entreprises privées activant dans l'exploitation du marbre et du granite. De ce fait, le marché algérien propose de nouvelles qualités de marbre produits localement» a-t-il dit.

Le même responsable, a indiqué que dans les années à venir l'Algérie «n'aura plus besoin d'importer le marbre», rappelant que la facture d'importation des matières premières avait baissé notamment par l'encouragement de la production locale.

De plus, M. Ghazi Baoun a fait savoir

qu'un appel d'offre relatif aux produits miniers sera «lancé au deuxième trimestre de l'année en cours (2019)».

Il a également appelé au développement de l'exploitation de l'or, le marbre et le fer.

Pour rappel, la précédente session d'adjudication (47ème) de la petite et moyenne mine avait été lancée en 2017 par l'ANAM. Au titre de l'année 2017, cet organisme avait attribué un total de 30 sites miniers pour un montant global de 513 millions de DA, contre 58 sites miniers pour un montant global de 2 milliards DA en 2016.

KHENCHELA : Parachèvement «prochainement» des travaux du projet de réhabilitation du système d'AEP de la daïra de Kais

Les travaux de réhabilitation du système d'approvisionnement en eau potable (AEP) de la daïra de Kais (Khenchela) «seront parachevés avant la fin du mois d'avril courant», a-t-on appris hier du directeur des ressources en eau.

«Ce projet, qui affiche un taux de 90% d'achèvement des travaux, sera prêt, à la fin du mois en cours, pour la phase de test après la finalisation des dernières retouches, celles du raccordement de certaines canalisations», a déclaré à l'APS, M. Ramdane Bouchair.

Les services de la direction des ressources en eau suivent de près l'état d'avancement de ce projet en prévision du lancement «au mois de ra-

madan prochain» de l'approvisionnement en eau potable de 70.000 habitants de la daïra Kais comme démarche visant l'amélioration du service et la garantie de cette source vitale durant la saison estivale», a ajouté la même source.

Ayant nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 450 millions de dinars, ce projet consiste en l'acquisition «d'une station de pompage d'une capacité de 100 litres/seconde, équipée d'un réservoir de 1.000 m3, de sept (7) puits et un grand château d'eau d'une capacité de 5.000 m3».

Le réseau de distribution d'eau potable dans le cadre de ce projet s'étend sur 29 km linéaire, tandis que la

longueur du réseau de transport a atteint 16,5 km, a indiqué le même responsable.

Cette opération, susceptible de fournir une quantité de 9.000 m3 d'eau potable par jour aux habitants de la daïra de Kais, permettra de mettre fin à la pénurie d'eau dans cette région, a souligné le même responsable, notant que cette localité est actuellement alimentée via le barrage de Kouddiet Medouar, à raison de 6.000 m3/jour.

Parallèlement à l'achèvement de ce projet, le directeur des ressources en eau a fait savoir que le projet de rénovation du réseau d'AEP de la commune de Kais, pour lequel une enveloppe financière de 50 millions de dinars a été mobilisée, est en cours

de réalisation, notant que «cette opération vise à éradiquer entièrement les points noirs et à éviter le gaspillage de l'eau».

Dans le même contexte, M. Bouchair, a annoncé que «le taux de remplissage des deux barrages de cette wilaya a considérablement augmenté après les fortes chutes de neige enregistrées au cours du mois dernier».

«Le niveau des eaux du barrage de Babar a atteint 35,4 millions m3 à la fin de la semaine dernière, soit un taux de remplissage de 93,28%, a informé le même responsable, ajoutant que celui de Taghris avec une capacité de stockage de 5,8 millions de m3 a atteint 100%.

SUISSE: Le FMI table sur une croissance ralentie en 2019, à 1,1%



Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à une croissance de 1,1% de l'économie suisse en 2019, prenant acte du ralentissement amorcé au second semestre l'an passé face à l'affaiblissement de la demande extérieure, a-t-il annoncé lundi.

L'institution table néanmoins sur une reprise modérée l'an prochain, estimant que cette décélération ne devrait être que «temporaire», a-t-elle déclaré, dans un communiqué, au terme de son évaluation annuelle de l'économie du pays alpin.

Parmi les principaux risques, le FMI a souligné les tensions sur les échanges internationaux, un affaiblissement éventuellement plus marqué que prévu de l'économie des pays voisins et les perturbations liées au Brexit, qui pourraient peser sur cette économie fortement tournée vers l'extérieur, en particulier vers l'Union Européenne, son premier partenaire commercial.

Au niveau intérieur, il a également mis en avant des déséquilibres sur le marché immobilier, en particulier sur l'immobilier résidentiel, encourageant la Suisse notamment à recourir à des outils macro-prudentiels pour endiguer les risques.

En 2018, la Suisse a connu une croissance soutenue de 2,5% sur l'ensemble de l'année.

Au troisième trimestre, son produit intérieur brut s'est toutefois brusquement contracté face au ralentissement dans la zone euro, notamment en Allemagne, son premier marché d'exportations, avant de rebondir légèrement sur la fin de l'année.

La Suisse s'appuie sur des finances publiques solides tandis que sa politique monétaire a contribué à atténuer la pression sur le franc suisse, une valeur refuge prisée des investisseurs durant les phases d'incertitudes sur les marchés.

Le FMI a toutefois incité la Suisse à utiliser davantage ses outils budgétaires pour alléger la pression sur la banque centrale.

Pour lui, les dépenses publiques supplémentaires doivent être considérées comme un investissement dans la croissance future pour préparer le pays face aux changements technologiques et au vieillissement de sa population.

Pour lutter contre la surévaluation du franc suisse, qui pénalise les entreprises exportatrices, la banque nationale suisse (BNS) s'appuie sur un taux négatif qu'elle applique aux avoirs que doivent lui confier les banques et institutions financières.

Elle peut également, si nécessaire, intervenir ponctuellement sur les marchés pour affaiblir le franc.

La persistance de taux d'intérêts bas depuis la crise financière a, par ricochet, encouragé les placements dans l'immobilier, ce qui avait déjà amené le Conseil fédéral en 2014 à augmenter, sur proposition de la BNS, le niveau de fonds propres imposés aux banques pour couvrir les emprunts hypothécaires.

PÉTROLE: Le prix du panier de l'Opep grimpe à 68,31 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a grimpé lundi à 68,31 dollars le baril, contre 67,23 dollars vendredi précédent, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 68,37 dollars à Londres, en hausse de 79 cents par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 38 cents, à 60,52 dollars.

Ainsi, les prix du pétrole évoluaient proches de leurs plus hauts en quatre mois et demi lundi en cours d'échanges européens, profitant de la reprise de l'activité industrielle en Chine et d'une croissance ralentie de la production américaine.

L'activité manufacturière en Chine a progressé en mars à son meilleur



rythme depuis huit mois, selon un indice indépendant publié lundi, faisant espérer une reprise plus rapide que prévu de l'économie nationale.

«Ces données encourageantes venues de Chine ont profité à l'or noir», a commenté Dean Popplewell, analyste chez Oanda.

Du côté de l'offre, les Etats-Unis, premier producteur mondial, ont

extraît un petit peu moins de pétrole en janvier qu'en décembre, après avoir battu des records consécutifs sur les derniers mois.

Le pays a produit 11,87 millions de barils par jour en janvier, en baisse de 0,8% par rapport au mois précédent, selon des données publiées vendredi par l'Agence américaine d'information sur l'Énergie.

COMMERCE: La croissance du commerce mondial s'essouffle

Le commerce mondial connaîtra encore de fortes turbulences en 2019 et en 2020 après une croissance plus faible qu'espérée en 2018, du fait de la montée des tensions commerciales et d'un accroissement de l'incertitude économique, souligne mardi l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Selon les économistes de l'OMC, la croissance du volume des échanges de marchandises devrait tomber à 2,6% en 2019, contre 3,0% en 2018, alors que la croissance du commerce pourrait ensuite rebondir à 3,0% en 2020, à condition cependant que les tensions commerciales s'apaisent.

« Dans un contexte de tensions commerciales exacerbées, ces perspectives n'ont rien

d'étonnant. Le commerce ne peut pas jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance lorsque les niveaux d'incertitude sont aussi élevés », fait observer le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, cité par un communiqué de l'OMS.

M. Azerêdo insiste sur l'impératif « que nous résolvions les tensions et que nous nous attachions à mettre le commerce sur la bonne voie pour répondre aux véritables défis de l'économie actuelle, tels que la révolution technologique et la nécessité de créer des emplois et de stimuler le développement ».

Les membres de l'OMC s'emploient, poursuit-il, à le faire et discutent des moyens de renforcer et de préserver le système com-

mercial. « C'est vital. En oubliant l'importance fondamentale du système commercial fondé sur des règles, nous risquons de l'affaiblir, ce qui serait une erreur historique qui aurait des répercussions sur l'emploi, la croissance et la stabilité dans le monde », dit-il.

Selon l'OMC, plusieurs facteurs ont pesé sur la croissance du commerce en 2018, dont l'introduction de nouveaux droits de douane et de mesures de rétorsion touchant les marchandises largement échangées, la faiblesse de la croissance économique mondiale, la volatilité des marchés financiers et le resserrement des conditions monétaires dans les pays développés.

Selon des estimations consensuelles, la croissance

du PIB mondial accusera un repli, reculant de 2,9% en 2018 à 2,6% en 2019 et 2020. Si la croissance du commerce supérieure à la moyenne observée en 2017 (4,6%) pouvait donner à penser que les échanges allaient retrouver un peu de leur vigueur passée, cela n'a pas été le cas, note la même source.

En 2018, la croissance des échanges n'a que légèrement dépassé celle de la production, et cette faiblesse relative devrait se maintenir jusqu'au moins 2019, précise l'OMC, notant que cette situation s'explique en partie par un ralentissement de la croissance dans l'Union européenne, qui représente une part plus importante dans le commerce mondial que dans le PIB mondial.

CHICAGO: Le cours du maïs rebondit et tire le soja et le blé

Les cours du soja, du blé et du maïs ont progressé lundi après une très lourde chute du maïs vendredi qui avait pesé sur l'ensemble de la tendance, le soja profitant également de solides ventes vers la Chine.

Le maïs avait dégringolé de 4,56% vendredi à la clôture après l'annonce par le ministère américain de l'Agriculture (USDA) de stocks américains et de prévisions de cultures aux Etats-Unis supérieures aux anticipations des analystes.

Après cette séance noire, le rebond de lundi sur la céréale «est d'une aide précieuse» pour l'ensemble du marché agricole, a réagi Dan Cekander de DC Analysis.

Le soja a en outre profité de l'annonce de deux ventes américaines

vers la Chine entre vendredi et lundi: selon l'USDA, Pékin a commandé 1,6 million de tonnes de soja américain, un gage de bonne volonté afin de parvenir à un accord avec la première économie du monde, plusieurs mois après le déclenchement d'une intense guerre commerciale.

«Cela confirme les rumeurs à ce sujet qui portaient sur 1,5 à 2 millions de tonnes, c'est une nouvelle très positive», a affirmé Dan Cekander.

Le blé a suivi le mouvement d'optimisme généralisé sur les marchés agricoles après un vendredi pénible.

La céréale avait chuté alors que les deux rapports de l'USDA avaient montré une situation contrastée, entre des stocks supérieurs aux anticipations et des prévisions de surfaces

cultivées sous les attentes des analystes.

Les cours du blé, du maïs et du soja ont par ailleurs profité lundi d'une stabilisation du cours du dollar face à un panier de six devises concurrentes, après une forte hausse lors de la semaine précédente.

Le boisseau de blé pour livraison en mai a terminé lundi à 4,6275 dollars, contre 4,5775 dollars vendredi.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai, contrat le plus actif, a clôturé à 3,6175 dollars, contre 3,5650 dollars vendredi.

Le boisseau de soja (environ 25 kg) pour livraison en mai, contrat le plus échangé, a fini à 8,9550 dollars, contre 8,8425 dollars à la clôture vendredi.

SOUK AHRAS: Des efforts déployés pour développer la plantation des cerisiers

Des efforts sont déployés par les services de la conservation des forêts et du secteur agricole de la wilaya de Souk Ahras, pour développer la plantation des cerisiers et l'extension de ses surfaces, a-t-on appris lundi auprès de la conservation des forêts.

La wilaya de Souk Ahras a bénéficié au titre du fonds national de développement rural d'un montant financier estimé à 50 millions DA pour la réalisation de plusieurs opérations de plantation de cerisiers à travers les périmètres de Karia et de Melz relevant de la localité d'Ouled Idriss, a précisé à l'APS, le chef du service de l'extension des patrimoines, des études et des programmes de la conservation des forêts, Mohamed Zine.

«Jusqu'à la fin du mois de mars dernier, 1.288 cerisiers ont été mis en terre sur les 14.000 programmés à la plantation au début du mois de septembre prochain dont l'opération comprendra nombreuses variétés d'arbres fruitiers dont le cerisier, le pommier, le figuier et l'olivier», selon le même responsable.

De leur côté, les responsables de la direction des services agricoles (DSA) ont indiqué que les actions de plantation de cerisiers ont ciblé dans la première phase une superficie de 420 hectares, afin de créer un pôle agricole de production de cerises demandé sur le marché local permettant de fournir des postes permanents estimés à environ 1.000 emplois directs.

La concrétisation de cette plantation permettra d'offrir des enveloppes financières à la commune d'Ouled Idriss, où le seul hectare englobe 400 arbres et le seul kilogramme de cerises sera vendu à 600 DA, a-t-on fait savoir.

Elle permettra aussi à l'agriculteur d'améliorer leurs revenus financiers, selon la même source, qui a fait savoir que 7.800 quintaux de différents types de cerises de meilleure qualité ont été réalisés au titre de la récente campagne agricole, sur une surface de 200 hectares, entrés en production avec une moyenne de 40 qx/hectare.

La même source qui a rappelé que cette filière agricole aura des avantages liés à la dynamisation du secteur agricole et le développement des zones rurales, a fait savoir que suite à la création d'un périmètre de mise en valeur à la zone de Melz, des décisions d'attribution des parcelles agricoles ont été distribuées dans cette région en faveur de 76 agriculteurs, ajoutant qu'un puits destiné à l'irrigation d'une superficie de 350 hectares d'arboriculture a été réalisé «récemment» dans cette zone.

De son côté, le président de la chambre d'agriculture, Mohamed Yazid Hambeli a déclaré que des démarches étaient «en cours» pour placer la production agricole locale sur le marché international détaillant que des échantillons de ces productions dont la figue de barbarie ont été acheminés vers le laboratoire allemand comprenant certain nombre de cultures agricoles telles que la figue de barbarie afin d'obtenir un certificat de brevet pour les extraits naturels de ces plantes.

RELIZANE: 4 projets d'aquaculture et de pisciculture en cours de concrétisation

Quatre projets d'aquaculture et pisciculture sont en cours de concrétisation dans la wilaya de Relizane, a-t-on appris lundi du directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Hocine Melikche. Ces projets d'investissement à taux d'avancement différents concernent, a-t-il dit, deux fermes aquacoles d'élevage de la carpe et du tilapia dans les communes de Oued Djemâa et Merdja Sidi Abed et deux unités de conserverie de poisson et de thon dans les zones industrielles de Sidi Khettab et de Belacel. Ces investissements privés permettront la production entre 1.800 et 2.000 tonnes de différentes variétés de poissons dont le tilapia, le thon et la crevette, a fait savoir M. Melikche, rappelant que la Direction de la pêche et des ressources halieutiques a organisé, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya et autres secteurs ayant un lien avec le domaine, des rencontres et des journées d'étude pour inciter à l'investissement en aquaculture. Dans ce sens, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de la wilaya, Nasreddine Boukhris, a précisé à l'APS que l'intégration de l'aquaculture dans les bassins d'irrigation permettra une production importante de poissons, en plus de la fertilisation des terres agricoles irriguées par les eaux de ces bassins.

GHARDAÏA: Investissement de 327 millions DA pour faire face à la demande en électricité en période estivale

Un investissement de 327 millions DA a été dégagé par la société de distribution de l'électricité et du gaz centre (SDC-filiale de Sonelgaz) pour faire face à la hausse de la demande sur l'électricité notamment en période estivale dans la wilaya de Ghardaïa, indiquait hier un communiqué de la cellule de communication de la direction locale de l'entreprise.

La demande croissante en électricité aussi bien de la population que des secteurs d'activité économique, notamment l'agriculture, a imposé la mise en œuvre d'un programme de renforcement du réseau électrique pour l'année en cours afin de répondre à la tendance haussière de la consommation et d'améliorer le réseau de distribution dans la wilaya, est précisé dans le communiqué.

Le programme est centré sur la satisfaction de la demande croissante à travers la wilaya en réalisant un réseau de distribution de 31 km de ligne électrique dont 24 km de lignes de moyenne tension et 7 km de lignes de basse tension, en plus de l'installation de quatre nouveaux postes transformateurs afin de renforcer et sécuriser le réseau sur l'ensemble des localités de la wilaya, poursuit le document. Quelque 58 km de nouvelles lignes électriques de renforcement des localités de Berriane, Métili, Hassi Lefhel, Mansoura et Guerrara sont également prévues afin de soulager le réseau existant (saturé) et améliorer les prestations de service en courant électrique conventionnel et éviter le désagrément des abonnés durant les pics de chaleur en été. Les services de la SDC ont entamé une opération de sensibilisation sur la maîtrise de la consommation électrique croissante à tra-



vers les ondes de la radio locale de Ghardaïa et la distribution de dépliants. Un investissement de plus de 3,42 milliards DA a été consenti au cours des 7 dernières années par la SDC pour développer et améliorer l'efficacité énergétique de la wilaya et contribuer à dynamiser la croissance de son économie locale.

Il a permis la réalisation de plus de 623 km linéaires de réseau de renforcement et 323 transformateurs dans différentes localités de la wilaya afin d'éliminer les perturbations dans la distribution de l'énergie électrique,

notamment en période estivale.

La wilaya de Ghardaïa totalise 136.876 abonnés au réseau électrique et plus de 81.460 abonnés au réseau du gaz naturel, soit un taux d'électrification de 98,76% et un taux de pénétration de Gaz naturel de 75,66%.

Elle dispose de 5.938 km linéaires de réseau électrique (moyenne et basse tension), de 3.066 postes transformateurs et de 1.717 km de réseau de gaz naturel ainsi que de 15 distributeurs publics et d'une station GPL, selon les données de cette entreprise arrêtée à fin février 2019.

ORAN: Formation de plus de 300 jeunes dans l'arboriculture fruitière, l'élevage bovin et l'apiculture

La Chambre de l'agriculture de la wilaya d'Oran a ouvert trois formations au profit de 360 jeunes dans les filières de l'arboriculture fruitière, l'élevage de vaches laitières et l'apiculture, pour être au diapason de l'évolution de ces activités agricoles et de leur revalorisation, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

Cette formation qualitative vise à développer ces filières et améliorer la performance des agriculteurs pour augmenter la production et permettre aux jeunes de créer de petites et moyennes entreprises spécialisées dans des activités de services dans le secteur de l'agriculture, a déclaré à l'APS le secrétaire général de la Chambre de l'agriculture en marge de la cérémonie de sortie de promotion de la filière arboriculture fruitière qui a eu lieu à la Chambre de l'agriculture (Oran). Cette promotion est composée de 136 jeunes alors que 126 autres sont actuellement en formation dans la filière apicole et 95 autres dans le domaine de l'élevage des vaches lai-



tières, a indiqué Houari Zeddani, faisant observer que ces formations sont à inscrire à l'indicatif de la Chambre de l'agriculture d'Oran qui considère comme action prioritaire la formation des agriculteurs et de leurs enfants pour assurer la pérennité des activités agricoles et son corollaire et la programmation de sessions de vulgarisation.

«Ces stages de formation touchent également d'autres cadres, à savoir les avocats et les médecins et se veulent une réponse à une demande dans la formation des filières agricoles sus-indiquées», a précisé Houari Zeddani, souli-

gnant que les portes de la Chambre sont ouvertes aux jeunes souhaitant faire une formation dans le secteur agricole, lequel s'appuie à programmer des formations dans les domaines de l'industrie de transformation, à l'instar de la fromagerie et la culture des plantes médicinales.

Présentement, la chambre de l'agriculture assure une formation de trois mois, une fois par semaine, en adéquation avec celle dispensée au niveau des centres de formation professionnelle spécialisés dans le secteur agricole à Misserghine et Hassi Bounif, a indiqué le secrétaire général de la Chambre

de l'agriculture d'Oran.

Cette Chambre entend ouvrir des classes de formation dans certaines spécialités, à savoir l'apiculture et l'arboriculture fruitière, a indiqué, pour sa part, le président de la Chambre d'agriculture d'Oran, Brachemi Meftah.

Ces stages, organisés par la Chambre, viennent renforcer la formation dispensée par les centres de formation professionnelle spécialisés dans le secteur de l'agriculture de Misserghine et Hassi Bounif, a souligné le directeur des services agricoles de la wilaya d'Oran, Kadi Tahar. Cette rencontre, qui a vu la participation du directeur régional de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADB) et de représentants des dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes, a été une occasion pour les diplômés de faire part de leurs préoccupations concernant notamment l'accès aux crédits bancaires dans le domaine de l'investissement aux fins de créer des PME dans le secteur de l'agriculture.

TIZI-OUZOU:

Bouregâa appelle les jeunes à «immuniser» l'Algérie contre tous les dangers

La jeunesse algérienne «devra savoir ce qui se passe autour d'elle et agir de manière à immuniser l'Algérie» contre tous les dangers, a soutenu lundi à Tizi-Ouzou, l'ancien commandant de l'ALN de la Wilaya IV historique, Lakhdhar Bouregâa.

«La jeunesse algérienne d'aujourd'hui devra poursuivre le combat de ses aînés pour immuniser l'Algérie et ne jamais céder à un quelconque ressentiment envers son pays, malgré tout ce qu'elle aura vécu et subi», a-t-il souligné.

S'exprimant en marge de débats autour de la dynamique populaire en cours, organisés à l'Université Mouloud Mammeri (UMMTO), Bouregâa a relevé que l'Algérie était menacée par «les mêmes dangers qui ont détruit des pays voisins comme la Libye ou encore la Syrie».

«Notre pays, qui a payé chèrement son indépendance, est toujours sous la menace d'un complot extérieur visant à déchiqeter les nations dans notre région pour en faire un couloir de sécurité pour les intérêts de puissances étrangères», a-t-il prévenu.

La période de terrorisme qu'a



vécue l'Algérie durant les années 1990, a-t-il dit dans ce contexte, «était le début de ce complot, car l'Algérie constitue le cœur et l'âme du Maghreb».

A propos de la dynamique populaire en cours depuis plus d'un mois, l'ancien commandant de la Wilaya IV historique a plaidé

pour la satisfaction des revendications de la dynamique réclamant un «changement radical du système».

«Les revendications soulevées par les millions d'Algériens qui sont descendus dans la rue sont claires et il est impératif de les satisfaire», a-t-il opiné.

MASCARA:

Lancement d'un projet de protection des gazelles de montagne

La zone de préservation de la reproduction du gibier de la wilaya de Mascara a lancé un projet de protection de la gazelle des zones montagneuses locales, une espèce menacée, a-t-on appris lundi de son directeur.

Un projet de protection et de reproduction de la gazelle des zones montagneuses a été entamé dans la zone montagneuse Moulay Smail dans la daïra d'Oggaz (Mascara), par l'introduction d'échantillons de cette espèce

animale provenant de la réserve de chasse de la wilaya de Tlemcen, a indiqué à l'APS Dekhakhni Nouredine.

Le responsable a ajouté que des espaces ouverts et d'autres fermés ont été créés sur une surface totale de 600 hectares au niveau de la forêt de Moulay Ismail, dans le cadre de ce projet qui est géré par des vétérinaires et des cadres spécialisés. La zone de préservation, qui œuvre à la reproduction du gibier dans la région d'Oggaz et qui s'étend

sur une superficie de 6,531 ha, comprend également plus de 100 espèces de plantes appartenant à trois groupes faisant l'objet de protection et de repeuplement par les cadres de cet espace, ainsi que 70 espèces animales et 50 autres d'oiseaux.

Cet espace comprend également 10 espèces de mammifères, dont trois protégées comme le renard, en plus de 12 espèces d'oiseaux protégés comme le chardonneret, ainsi qu'un groupe de reptiles qui

font l'objet d'une reproduction organisée avant d'être lâchés dans la nature.

La réserve, qui a été créée en 1983 et qui dépend de la direction générale des Forêts, entreprend une série de recherches au niveau de sa station de recherche et d'expérimentation, en plus de travaux de taxidermie des animaux rares morts, avant de les exposer aux visiteurs, notamment les étudiants et chercheurs dans un petit musée créé pour la circonstance.

TÉBESSA:

Saisie de plus de 1kg d'or

Une quantité de 1,2 kg d'or destinée à la contrebande a été saisie par les services de la sûreté de wilaya de Tébessa, a-t-on appris lundi des responsables de ce corps constitué.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de l'existence d'un groupe d'individus qui s'adonnaient à des transactions de contrebande d'or depuis un pays étranger, les éléments de la Brigade mobile de la police judi-

ciaire (BMPJ) ont entamé l'enquête et les investigations et ont dressé un barrage sur la route nationale (RN) 10 entre Tébessa et Oum El Bouaghi dans la localité d'Ain Zerouk qui a permis l'arrestation d'un véhicule de transport urbain dans lequel était soigneusement dissimulé un sachet contenant une quantité de 1,2kg d'or d'une valeur dépassant les 10 millions DA, selon la même source. Les personnes qui étaient

à bord du véhicule appréhendé ont été arrêtées et le véhicule et la marchandise saisis, a-t-on ajouté.

L'expertise faite sur le métal saisi a démontré qu'il s'agit de l'or pur de 18 carat, fabriqué à l'étranger, a fait savoir la même source qui a affirmé que la BMPJ de la sûreté de wilaya de Tébessa a formulé un dossier pénal dans cette affaire et les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires.

GHARDAÏA:

2 morts et deux blessés dans un accident de circulation près d'El Menea

Deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées, dans un accident de la circulation survenu lundi au début de la soirée à 140 KM au sud-ouest d'El Menea (wilaya de Ghardaïa), a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit sur le tronçon de la RN 51 reliant El Menea (Ghardaïa) et Timimoun (Adrar), lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de faire plusieurs tonneaux et finir sa course en dehors de la chaussée,

causant la mort sur place de deux personnes et deux blessées, a précisé la même source. Les corps des victimes âgées de 39 et 44 ans décédées sur place ainsi les deux blessés graves âgés de 02 et 47 ans souffrant de plusieurs traumatismes ont été évacués vers l'hôpital «Mohamed Chaabani» d'El Menea le plus proche du lieu de l'accident. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale afin de déterminer les circonstances précises de cet accident.

TRIBUNAL CRIMINEL DE OUARGLA:

15 ans de prison ferme à l'encontre d'un narcotrafiquant

Une peine de quinze (15) années de prison ferme a été prononcée lundi par le tribunal criminel près la Cour d'Ouargla à l'encontre d'un quinquagénaire répondant aux initiales de A.L.L pour transport de drogue dans le cadre d'une bande criminelle organisée.

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, à mai 2018 lorsque le mis en cause a été contrôlé à un barrage de la gendarmerie nationale sur la RN-49 entre les wilayas de Ghardaïa et Ouargla, donnant lieu à une fouille de son véhicule qui a permis la découverte d'une quantité de 3,25 quintaux de kif traité répartis entre 25 sacs.

La poursuite des investigations a révélé l'appartenance du véhicule au dénommé S.S et l'acquisition de la drogue dans la région de Oued-Namous (wilaya d'El-Bayadh) auprès de B.A. Ce dernier a aussi servi d'éclaircir avant de prendre la fuite, à la vue de son acolyte A.L.L intercepté au barrage de contrôle de la gendarmerie.

Le représentant du ministère a requis dans cette affaire la prison à vie à l'encontre du mis en cause.

ACCIDENTS DE LA ROUTE:

22 morts et plus de 1200 blessés en une semaine

Vingt-deux (22) personnes ont trouvé la mort et 1235 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus la dernière semaine du mois de mars, indique un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tébessa avec 04 personnes décédées et 04 autres blessées suite à 13 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 828 interventions pour procéder à l'extinction de 520 incendies urbains, industriels et autres.

Aussi, 5633 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 5225 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses, ajoute le communiqué de la Protection civile.

BISKRA:

Des citoyens de la commune d'Oumache demandent le doublement de la route

Des dizaines de citoyens de la commune d'Oumache de la wilaya de Biskra ont bloqué lundi pendant plusieurs heures le trafic sur la RN-3 pour «demander le doublement de cette route pour limiter les accidents répétés d'accidents de la circulation», a-t-on constaté.

Les manifestants ont utilisé des barricades de pierres et de matériaux solides pour paralyser cette route nationale qui relie Biskra à la wilaya d'El Oued.

Selon les déclarations des représentants des manifestants, la revendication principale porte sur le doublement de cette route et la mise en place de tous les dispositifs qui permettent de prévenir les accidents routiers multiples souvent mortels sur cette route à très dense trafic.

Des responsables de l'APC ont rencontré les représentants des protestataires et écouté leurs revendications.

Le président de l'APC d'Oumache, Moussa Reghisse, a déclaré que la demande des manifestants sera portée aux autorités de wilaya notamment le doublement de cette voie et l'aménagement de passages pour piétons au niveau des agglomérations traversées par la RN-3.

MEXIQUE: Près de 500 migrants arrêtés dans le sud du pays



Les autorités mexicaines ont arrêté lundi environ 500 migrants illégaux, presque tous originaires d'Amérique centrale, lors de deux opérations menées dans l'Etat du Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, ont indiqué le procureur général et l'Institut national des migrations (INM).

Le groupe le plus important - 181 adultes et 157 mineurs - comptait des Honduriens, des Guatémaltèques, des Salvadoriens, des Nicaraguayens et un Cubain.

Ils étaient répartis dans cinq autocars qui roulaient sur une route non goudronnée.

Ces sans-papiers étaient escortés par 15 personnes qui circulaient à bord de trois véhicules dans lesquels ont été trouvés des téléphones portables, trois radios permettant de communiquer et un ordinateur portable, a précisé le parquet dans un communiqué.

Les autres migrants, qui formaient une «caravane», ont été arrêtés par l'INM alors qu'ils marchaient sur une route, près de la ville frontière de Tapachula, dans le sud de l'Etat du Chiapas.

Ces migrants font partie d'un groupe entré illégalement dimanche soir par le pont international de Rodolfo Robles, qui relie le Mexique au Guatemala.

CHINE: Un instituteur arrêté pour avoir empoisonné 23 élèves

Un instituteur chinois a été arrêté pour avoir «empoisonné» ses élèves dans un jardin d'enfants du centre du pays, conduisant à l'hospitalisation de 23 écoliers, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

L'enseignant, du nom de Wang, a versé pour une raison non précisée du nitrite de sodium dans la bouillie servie aux enfants pour leur petit-déjeuner, selon les résultats d'une enquête préliminaire cités lundi soir par l'agence de presse officielle.

Les enfants ont été pris de vomissements et certains se sont évanouis après leur repas, pris le 27 mars dans une école de la ville de Jiaozuo, dans la province du Henan.

Cinq jours plus tard, un enfant restait hospitalisé dans un état grave et sept autres étaient en observation.

Un parent cité par le quotidien Nouvelles de Pékin a raconté avoir été prévenu par l'école que son enfant avait été hospitalisé.

A son arrivée à l'hôpital, les médecins l'ont informé que l'écolier avait subi un lavage gastrique.

Le nitrite de sodium est un produit chimique utilisé pour la conservation des viandes mais il est toxique lorsqu'il est ingéré pur.

L'incident est survenu juste avant l'entrée en vigueur lundi d'une directive du gouvernement central obligeant les directeurs d'école, de la maternelle au second degré, à prendre leurs repas à la cantine avec leurs élèves, à la suite de plusieurs scandales alimentaires dans l'éducation nationale.

Les écoles doivent désormais rendre publiques leurs sources d'approvisionnement alimentaire et mettre en place des dispositifs de contrôle de la qualité.

EUROPE: Recul des incarcérations mais «grave» surpopulation dans huit pays

Le nombre de détenus a sensiblement reculé en Europe entre 2016 et début 2018 mais huit pays affichent toujours de «graves problèmes de surpopulation» carcérale, selon une étude du Conseil de l'Europe rendue publique hier.

Durant cette période, le taux d'incarcération a reflué de 6,6%, passant «de 109,7 à 102,5 détenus pour 100.000 habitants», relève l'enquête de l'Ecole des sciences criminelles de l'Université de Lausanne (Suisse), qui réalise chaque année pour le Conseil un rapport sur la population carcérale en Europe.

La diminution est particulièrement notable dans des pays comme la Roumanie (-16%), la Bulgarie (-15%) ou la Norvège (-11,6%).

A l'inverse, ce taux a explosé en Islande (+25,4%).

«Au 31 janvier 2018, il y avait 1.229.385 détenus» dans les 44 pays membres du Conseil qui ont répondu au questionnaire envoyé par l'Université, indique l'étude reprise par des médias.

Toutefois, «huit pays ont signalé de graves problèmes de surpopulation» carcérale, dont la France qui, avec un taux de 116 détenus pour cent (100) places (117 dans le précédent rapport), figure à la troisième place, derrière la



Roumanie (120) et la Macédoine du Nord (122).

Le taux médian européen est de 91 détenus pour 100 places, rappelle le rapport. La France enregistre également le plus haut taux de suicide (12,6 pour 10.000 prisonniers) et le plus grand nombre d'évasions (611).

L'étude note une diminution de 4,8% des détenus étrangers, qui passe de 16,7% (2016) à 15,9% (2018).

En 2017, les pays européens ont injecté 20,2 milliards d'euros dans leurs prisons. En moyenne, le coût quotidien d'un prisonnier est de 67 euros.

MOZAMBIQUE: L'OMS consacre 38 millions de dollars pour lutter contre l'épidémie de choléra

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) va consacrer 38 millions de dollars pour contenir et limiter la propagation de l'épidémie de choléra qui sévit dans le centre du Mozambique, a indiqué Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

S'exprimant lundi depuis le Centre des opérations d'urgence de Beira, dans la province de Sofala, Mme Moeti a souligné que l'OMS s'efforçait de coordonner le travail de tous les partenaires de la santé dans le centre du Mozambique.

«A l'aide d'un bon programme et d'une bonne coopération entre les partenaires et le gouvernement, nous aiderons le



Mozambique à limiter l'impact de l'épidémie sur la santé de la population, et à réduire les décès liés à cette situation d'urgence», a-t-elle déclaré.

Un cyclone tropical

dévastateur baptisé «Idai» s'est abattu sur le centre du Mozambique dans la nuit du 14 mars.

Le cyclone a fait au moins 518 morts, a détruit 59 910 maisons, et a touché

les infrastructures sanitaires et le système de distribution de l'eau dans la région, selon les statistiques officielles.

A ce jour, les autorités sanitaires ont enregistré 238 cas de choléra - dont un décès à Beira, la zone la plus gravement touchée par Idai.

Mme Moeti a annoncé qu'une campagne de vaccination contre le choléra commencerait dès mercredi à Beira, soulignant qu'il ne s'agissait cependant que d'une méthode parmi d'autres pour contenir et limiter l'épidémie.

Plus de 900 000 doses de vaccin oral contre le choléra ont été préparées pour lancer cette campagne, a-t-elle fait savoir.

AUSTRALIE: La production de minerai de fer de BHP amputée par un cyclone

Le plus grand groupe minier mondial BHP a annoncé hier que ses opérations en Australie-Occidentale avaient été affectées par un cyclone tropical qui a réduit la production de minerai de fer. Le cyclone tropical Veronica, qui est passé sur la région le mois dernier, a amputé la production pour l'instant de six à huit millions de tonnes, a expliqué le groupe anglo-australien. Le cyclone n'a pas causé de «dégâts majeurs» aux activités portuaires et ferroviaires du centre minier de port

Hedland mais des inondations ponctuelles entravent les mouvements des trains, ajoute-t-il. «En conséquence, le port fonctionne à capacité moindre et ne devrait pas revenir à la normale avant quelques jours», a affirmé BHP dans un communiqué.

BHP annonce qu'il va réviser en conséquence ses objectifs de production et de coûts pour l'exercice 2019.

Le géant minier Rio Tinto avait également annoncé une baisse de sa production de minerai de fer du fait de Veronica.

MAURICE: Un séisme de magnitude 6,0 se produit à 264 km au nord-est



Un séisme de magnitude 6,0 s'est produit lundi à 18h39 GMT à 264 km au nord-est de Port-Mathurin, en République de Maurice, a annoncé l'Institut américain de géophysique (USGS).

L'épicentre, qui se situait à 10 km de profondeur, a été localisé à 18,1769 degrés de latitude sud pour 65,3709 degrés de longitude est.

CRISES ALIMENTAIRES: Plus de 113 millions de personnes touchées en 2018

L'Agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé, hier, que plus de 113 millions de personnes vivant dans 53 pays étaient au bord de la famine en 2018, ont rapporté des médias locaux citant un nouveau rapport de l'organisation.

Le rapport mondial de la FAO sur les crises alimentaires 2019, publié à Bruxelles, a fait état de situation d'insécurité alimentaire «aiguë» en 2018, particulièrement en Afrique.

Le Yémen, la République démocratique du Congo (RDC), l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Syrie, le Soudan, le Nigeria et la partie nord du Nigeria sont les huit pays du monde qui ont subi les pires crises alimentaires, a précisé le document de l'Agence qui étudie en détail chaque année depuis trois ans la cinquantaine de pays qui ont le plus de difficulté à nourrir leur population.

Les pays africains sont touchés de manière «disproportionnée» par la faim «aiguë», avec près de 72 millions de personnes concernées, a relevé le rapport.

Les conflits restent la cause principale de l'insécurité alimentaire en 2018.

Environ 74 millions de personnes, soit les deux tiers de la population totale confrontée à la faim aiguë, vivent dans 21 pays ou territoires en guerre. «Dans ces



pays, jusqu'à 80% des populations concernées dépendent de l'agriculture» a affirmé, Dominique Burgeon, chef des urgences de l'Agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

«Il faut leur apporter à la fois une aide humanitaire d'urgence pour se nourrir et des moyens d'existence pour relancer l'agriculture» et la

production d'alimentation, a-t-il plaidé.

En 2018, le nombre total de personnes au bord de la famine a légèrement diminué par rapport à 2017 (124 millions), un certain nombre de pays ayant été un peu moins exposés aux aléas climatiques violents tels que sécheresses, inondations ou pluies.

ACCIDENT EN CHINE: 2 morts et 5 disparus dans une explosion de gaz présumée dans un tunnel du sud-ouest

Deux personnes ont été tuées dans une explosion de gaz présumée lundi soir dans un tunnel en construction dans la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), et cinq autres personnes sont toujours portées disparues, ont annoncé hier les autorités locales.

Des secours ont été envoyés sur les lieux, et ont retrouvé deux autres personnes blessées à l'extérieur du tunnel. L'explosion a eu lieu lundi vers 20h00 dans un tunnel près du district de Weixin, sur une section de l'autoroute reliant Yibin, dans la province du Sichuan, à Bijie, dans la province voisine du Guizhou.

Une enquête sur la cause de l'explosion est en cours.

IRAN: Les autorités ordonnent l'évacuation de nouvelles villes inondées

Les autorités iraniennes ont donné lundi l'ordre d'évacuation immédiate de plusieurs villes touchées par des inondations dans une province de l'ouest du pays, où une personne est décédée des suites de ces intempéries. L'Iran avait déjà été touché en mars par des inondations d'une ampleur inédite, faisant 45 morts à travers le pays.

«L'alerte rouge a été déclarée dans la province de Lorestan avec quatre ou cinq villes en situation très grave», a rapporté la chaîne d'information publique IRINN depuis Khorramabad, la capitale de cette province. «A Khorramabad, l'eau a monté de trois mètres dans certains secteurs (...) Des informations font état de régions complètement inondées où les habitants sont coincés sur les toits de leur maison», a indiqué la télévision.

Le directeur du Croissant rouge pour le Lorestan, Sarem Rezaee, a indiqué que son organisation avait perdu tout contact avec une grande partie de la province. «Les téléphones ne fonctionnent pas, nos communications radio sont hors service (...) Nous n'avons aucune nouvelle» de nombreux villages et villes, a-t-il déclaré à IRINN.

Il a indiqué que les routes étaient inondées et que les hélicoptères ne pouvaient atterrir en raison des conditions climatiques.

«Nous avons demandé une aide d'urgence aux provinces voisines mais pour le moment personne ne peut faire quoi que ce soit», a-t-il ajouté.

L'aéroport de Khorramabad a été aussi inondé, la télévision montrant le tarmac sous les eaux.

Des responsables de la province de Lorestan ont donné des ordres d'évacuation dans de nombreux secteurs, faisant appel aux forces armées pour obliger les habitants ne voulant pas quitter les zones touchées à partir, selon des médias locaux.

Les autorités ont indiqué que les villes de Pol-e-Dokhtar et Mamulan étaient déjà à moitié sous les eaux, un mort ayant été rapporté dans cette dernière ville. Des images diffusées par des médias locaux montrent de grandes quantités d'eau se répandre à travers les rues de Pol-e-Dokhtar, où le niveau d'eau a atteint 1,5 mètre.

Les villages voisins ont aussi été touchés, et quatre des cinq barrages de la province de Lorestan ont débordé. Des médias locaux ont également diffusé des images de ponts écroulés et d'oléoducs et de gazoducs détruits par les inondations. La principale voie ferrée reliant la capitale Téhéran au sud du pays a aussi été submergée par les eaux. Une première vague d'inondations avait touché le nord-est du pays le 19 mars et une seconde l'ouest et le sud-ouest le 25 mars, faisant 45 morts en tout. Les pluies actuelles dans l'ouest pourraient durer jusqu'à mardi.

Selon les services d'urgence, 23 des 31 provinces iraniennes ont été touchées par des inondations ou risquent de l'être.

GESTION DES RISQUES: Djibouti signe un accord de coopération avec l'ARC

Un accord de coopération a été signé lundi à Addis-Abeba, en Éthiopie entre Djibouti et la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) destiné à faciliter la collaboration entre le pays et cette institution spécialisée de l'Union africaine (UA) pour entre autres faire face aux conséquences des événements météorologiques dits «extrêmes», ont rapporté mardi des médias.

Le texte, paraphé par le secrétaire général du ministère djiboutien de l'Intérieur, Siraj Omar Abdoukader, et le directeur général de l'ARC, Mohamed Beavogui, vise



aussi à définir les conditions régissant cette coopération.

Pour M. Abdoukader, cette signature témoigne de «l'engagement» de son pays à élaborer une stratégie globale de gestion des risques qui couvre les

catastrophes climatiques et autres catastrophes naturelles. Djibouti avait signé le 13 mars écoulé un protocole d'accord portant sur un programme de travail pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion de

risques et de catastrophes naturelles.

Créée en 2012 par l'UA, l'ARC aide les États membres à réduire les risques de pertes et de dommages causés par les événements météorologiques extrêmes affectant les populations en apportant, à travers une assurance souveraine, des réponses ciblées aux catastrophes naturelles.

Cette institution spécialisée de l'Union africaine (UA), utilise également son expertise pour aider à lutter contre d'autres menaces majeures auxquelles le continent est confronté, dont les flambées épidémiques.

RUSSIE: Des scientifiques développent une méthode de détection précoce du cancer du poumon

Des scientifiques russes ont annoncé hier avoir développé une méthode de détection précoce du cancer du poumon à partir de composés organiques exhalés par le patient.

Un appareil unique basé sur la spectrométrie de masse permettra pratiquement en temps réel de déterminer le cancer du poumon aux premiers et deuxième stades sans analyses coûteuses et avec moins de stress pour les patients, a indiqué l'Institut de chimie de l'Université de Saint-Petersbourg. «Lorsque nous expirons, une grande quantité de composés organiques variés s'envole. Pour

un malade, l'ensemble des composés change, le rapport entre la concentration de chaque composé change également, avec la présence notamment d'oxylène, d'heptane et d'éthylbenzène.

Le processus détermine la teneur de ces matières pour déterminer si le patient est en bonne santé ou s'il développe un cancer», a souligné Alexander Ganeev, chercheur auteur de la découverte scientifique.

Les chercheurs de l'Institut ont ainsi mis en place un dispositif d'analyse dont la durée est de dix minutes en utilisant la méthode de spectrométrie de masse afin

d'analyser l'air que le patient aura soufflé dans un sac d'emballage spécial doté d'une matière de rétention des composés organiques.

L'équipe scientifique a, en outre, souligné avoir prévu la création d'un prototype de spectromètre de masse pour détecter le cancer aux premiers et deuxième stades pour entamer le stade des tests en 2021. Le cancer du poumon est la cause la plus fréquente de décès dus au cancer chez les hommes, selon l'Organisation mondiale de la Santé qui recense annuellement 1,3 millions de décès dans le monde à cause de cette maladie.

TRAITEMENTS HORMONAUX DE LA MÉNopause ET RISQUES DE CANCERS : QU'EN EST-IL RÉELLEMENT ?

Longtemps recommandés de façon systématique, les traitements substitutifs de la ménopause (THS) sont aujourd'hui moins prescrits. Et pour cause, ils sont associés à une augmentation du risque de certains cancers. Nos explications détaillées pour déceler le vrai du faux.

Les traitements substitutifs de la ménopause (THS) visent à pallier la chute des taux d'hormones qui a lieu lors de la ménopause, et qui entraîne des symptômes plus ou moins difficiles à vivre. Ils se réunissent autour de ce que l'on appelle les troubles du climatère : bouffées de chaleur, sudations nocturnes, douleurs articulaires, sécheresse vaginale etc.

Les THS ont été largement prescrits, sans recommandations restrictives, depuis leur mise sur le marché il y a une trentaine d'années jusqu'en fin des années 2000. En 2003 et 2008, au vu des résultats de plusieurs études scientifiques, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a émis des recommandations afin que la prescription des THS soit effectuée avec plus de prudence et de suivi de la part des médecins. Ce retournement s'explique par des études de grande ampleur qui ont montré que les THS augmentaient le risque de certains cancers : les cancers féminins hormono-dépendants. Ce risque dépend de l'association ou non d'un progestatif aux œstrogènes, de la durée du traitement et du risque inhérent à chaque femme (risque génétique, tabac, alcool, etc.).

THS et cancer du sein

Une étude américaine publiée en 2002 a révélé que les femmes prenant des œstrogènes combinés à une progestérone présentaient plus de cancers du sein et d'accidents thromboemboliques (caillot) que les femmes prenant un placebo. Cette association a par la suite été confirmée par une étude britannique, la Million women study (MWS), menée sur plus d'un million de femmes de 1996 à 2001. Plus récemment, la cohorte E3N, une large étude épidémiologique menée auprès de 100 000 femmes de la mutuelle MGEN nées entre 1925 et 1950 a réévalué ce risque. Les résultats montrent bien une augmentation du risque de cancer du sein avec un THS, qu'il soit constitué d'œstrogènes seuls ou accompagné de progestérone. Plus la durée du traitement augmente, plus le risque est augmenté. Au-delà de 5 ans de traitement



par exemple, une femme qui prend un THS avec œstrogènes et progestatifs a 1,31 à 2,02 fois plus de risque de cancer du sein qu'une femme qui ne prend pas de THS.

THS et cancer de l'endomètre

Si les traitements substitutifs de la ménopause associent en général des progestatifs aux œstrogènes, c'est pour réduire le risque de cancer de l'endomètre, le muscle qui tapise l'utérus. Selon l'Institut national du cancer, « il est démontré que l'administration d'œstrogènes seuls augmente le risque de cancer de l'endomètre ». Pour autant, les progestatifs prescrits pour compenser ce risque ne seraient pas toujours suffisants. Là encore, on observe que les femmes prenant des THS ont plus de risque de cancer de l'endomètre que les femmes

qui vivent leur ménopause sans ce traitement. De même, plus on prend ces traitements substitutifs, plus l'on augmente son risque.

THS et cancer de l'ovaire

La prise de THS « semble associée à une augmentation modérée du risque de cancer de l'ovaire », indique l'Institut national du cancer dans son état des lieux de février 2015. Ce lien existe aussi bien lorsque le traitement est œstrogénostatif que lorsqu'il se compose d'œstrogènes seuls. Là encore, le risque de cancer de l'ovaire est augmenté chez les femmes prenant des THS par rapport aux non-utilisatrices. D'après une méta-analyse récente portant sur 23 études épidémiologiques, l'augmentation du risque est d'environ 42%, et diminue avec le temps après l'arrêt du traitement.

Un rapport bénéfiques/risques à bien évaluer

« Sauf si l'on a vraiment des symptômes de la ménopause qui gênent notre qualité de vie ou si l'on a un risque d'ostéoporose majeur, il n'y a pas particulièrement d'indication à utiliser ce type de traitement substitutif », souligne le Dr Dominique Besette, responsable du département prévention de l'Institut national du cancer (INCa).

« Le THS n'est pas un traitement de l'ostéoporose en soi, c'est une des façons de la prendre en charge, notamment si les autres traitements ne conviennent pas », rappelle le spécialiste.

Face aux risques de cancers, qui certes, diminuent avec le temps une fois l'arrêt du traitement, les spécialistes de l'INCa recommandent de bien évaluer les bénéfices/risques des THS. Ce rapport doit également être réévalué par le médecin prescripteur au moins une fois par an, afin qu'il profite plus à la patiente qu'il ne lui nuise. Les contre-indications (cancer ou antécédent de cancer, accident thromboembolique, affections hépatiques) doivent aussi amener à refuser cette « solution ». « Ce sont des traitements qui, au départ, étaient prescrits pendant des années.

Et c'est cela qui fait qu'ils sont dangereux, puisque le risque augmente avec la durée du traitement », rappelle le Dr Besette. « Au début de leur prescription, les traitements substitutifs étaient un peu considérés comme des anti-âgeissements, freinant le vieillissement de la peau etc. »

Désormais, la spécialiste estime que « moins on les prend, mieux c'est », même s'ils peuvent aider certaines femmes à surmonter la ménopause. Ainsi, dans le cas d'une femme qui n'arriverait plus à dormir à cause des bouffées de chaleur et dont le moral en serait très affecté, un traitement substitutif pourrait être une solution à condition que la patiente soit bien suivie au niveau des risques qu'il induit (mammographies, examens gynécologiques réguliers etc.).

OBÉSITÉ : LA CHIRURGIE BARIATRIQUE ABaisse LE RISQUE DE CANCER DU CORPS UTÉRIN

Le recours à cette technique chirurgicale utilisée dans le cas d'obésité sévère permettrait de diminuer le risque de cancer de l'endomètre.

2 adultes sur 3 aux États-Unis sont en surpoids ou obèses. Ces problèmes de poids font grossir les risques d'apparition de problèmes de santé comme le diabète, les maladies cardiovasculaires ou le cancer. Parmi les risques de cancers, citons le cancer de l'endomètre, également appelé cancer du corps utérin.

L'obésité est considérée comme le principal facteur de risque de ce cancer qui affecte la muqueuse interne de l'utérus.

Les chercheurs américains de la San Diego School of Medicine (Californie) ont découvert que la chirurgie bariatrique était capable de réduire de 71 % les risques de cancer de l'endomètre chez les femmes en situation d'obésité sévère. « Une femme qui a un IMC de 40 présente 8 fois plus de risques d'avoir un cancer de l'endomètre qu'une personne

dont l'IMC est de 25 », justifie Kristy Ward, auteure de l'étude.

« L'obésité est la seconde cause de mortalité évitable. Cette étude confirme que la réduction de l'obésité réduit le cancer. Nous avons besoin de trouver des solutions pour aider les femmes à maigrir et la chirurgie bariatrique fait partie des options ». Cette technique chirurgicale s'adresse aux personnes obèses (forme sévère) en dernier recours, quand les régimes amaigrissants

n'ont pas eu d'effet sur le poids. La chirurgie bariatrique consiste à réduire la prise alimentaire en réduisant la taille de l'estomac. Pour cela, différentes techniques existent : pose d'un anneau gastrique ajustable, sleeve gastrectomie (retrait d'une partie de l'estomac) ou by-pass (réduction de l'estomac et modification du circuit alimentaire). Les résultats ont porté sur une cohorte de plus de 7 millions de patients. Ils ont été publiés dans la revue *Gynecologic Oncology*.

MÉNOPAUSE: MINCIR POUR RÉDUIRE LES BOUFFÉES DE CHALEUR

Perdre du poids est recommandé pour limiter les bouffées de chaleur pendant la ménopause, selon une nouvelle étude scientifique américaine.

Pour atténuer les bouffées de chaleur dues à la ménopause, il serait essentiel de perdre du poids et de modifier son style de vie selon les résultats d'une étude parue dans la revue médicale *Menopause*. En effet, une bonne hygiène de vie et une alimentation saine permettrait de réduire de 63% les changements de températures corporelles.

Les chercheurs de la North American Menopause Society (NAMS) ont suivi 40 femmes ménopausées en surpoids ou obèses.

Perdre du poids réduit les bouffées de chaleur

Les bouffées de chaleur sont en effet l'un des signes les plus précoces et les plus fréquemment ressentis par une femme autour de la ménopause. Elles sont dues aux modifications hormonales. L'importance de ces symptômes est néanmoins très différente d'une femme à l'autre, mais touche 70% des femmes. Ces bouleversements ne sont pas sans conséquences, puisqu'ils peuvent provoquer des troubles de l'humeur, de l'irritabilité, de la fatigue voire de la déprime et peuvent donc handicaper le quotidien des femmes ménopausées.

Les volontaires ont suivi un régime strict axé sur les changements de comportements alimentaires à long terme et ont perdu 9 kilos. Ce groupe a réduit de 63% ses bouffées de chaleur.

Les chercheurs ont constaté un autre effet positif. Alors qu'ils ont expliqué à un groupe témoin qu'elles étaient sur la liste d'attente d'un programme d'amaigrissement, ils ont remarqué qu'elles n'ont pas perdu de poids mais que leurs bouffées de chaleur ont baissé de 28%.

"C'est une nouvelle encourageante pour les femmes qui cherchent à soulager ces symptômes gênants associés à la ménopause", a noté la directrice de la North American Menopause Society, Margery Gass. "Le régime comportemental fournit non seulement un remède sûr et efficace pour de nombreuses femmes, mais il encourage aussi à adopter un comportement sain" rappelle-t-elle.

75% des volontaires ont déclaré que réduire les bouffées de chaleur pourrait en elles-mêmes leur permettre de perdre du poids et modifier leur hygiène de vie et leur alimentation" explique Margery Gass.

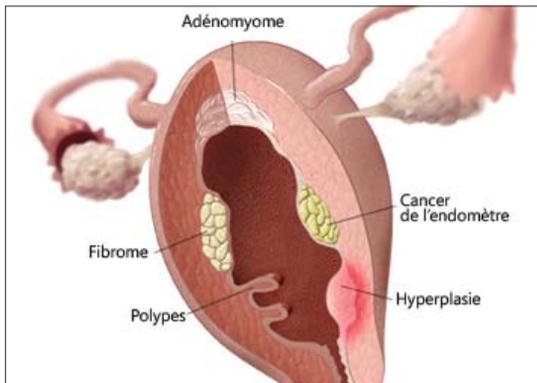
LE CANCER DE L'ENDOMÈTRE, TROP SOUVENT OUBLIÉ

Quand on parle du cancer de l'utérus on pense au col, et pourtant le cancer du corps de l'utérus, appelé aussi cancer de l'endomètre, est bien plus fréquent. Zoom sur cette maladie dont on parle peu.

Des saignements en dehors des règles ou après la ménopause peuvent sembler anodins et pourtant... c'est le principal signe d'un cancer de l'endomètre débutant. Méconnu, ce cancer a heureusement un très bon pronostic lorsqu'il est détecté et pris en charge précocement. Face à des saignements anormaux, le médecin effectue un examen gynécologique pour vérifier que le sang provient bien de l'utérus, puis une échographie afin de mesurer l'épaisseur de l'endomètre. Si elle apparaît épaissie, on effectue une biopsie sur une zone suspecte par hystéroscopie. En cas de confirmation, une IRM et un scanner du petit bassin permettent d'évaluer l'étendue de la maladie. "Analyser la tumeur permet de la caractériser et de définir son degré d'agressivité (grade de 1 à 3), explique Nasrine Callet, gynécologue à l'Institut Curie à Paris. Le traitement en dépendra en partie.

D'abord la chirurgie

Le premier traitement est chirurgical. Sous anesthésie générale, on retire la totalité de l'utérus (col et utérus) ainsi que les ovaires, les trompes et les ganglions du petit bassin. Un traitement complémentaire par radiothérapie, voire par chimiothérapie, est éventuellement prescrit après analyse de la pièce opératoire. Selon les cas, les rayons sont dirigés sur le haut du vagin où se trouvait la jonction



avec le col de l'utérus (4 séances sur 15 jours), soit plus largement sur le ventre (4 à 5 fois par semaine pendant 5 semaines). Si la tumeur est très étendue ou qu'elle s'accompagne de métastases, le traitement débute par une chimiothérapie associée à une radiothérapie.

Dans certains cas (formes avancées et sensibles aux hormones), on prescrit une hormonothérapie à la place de la chimiothérapie, afin de ralentir

l'évolution de la maladie. Ces médicaments bloquent l'action des oestrogènes qui favorisent la croissance des cellules cancéreuses.

La meilleure prévention ?

"Il faut continuer à consulter son gynécologue tous les ans, même après la ménopause, même si on n'a pas de saignement et plus de vie sexuelle", insiste la

gynécologue. Il effectuera régulièrement un frottis et pourra prescrire une échographie pelvienne si nécessaire. On sait aussi que la lutte contre l'obésité et l'activité physique réduisent le risque de cancer de l'endomètre. Récemment, l'analyse de plusieurs grandes études a montré que les femmes qui ont l'activité physique de loisir la plus importante ont un risque diminué de 27% par rapport aux femmes les moins actives*.

UN MÉDICAMENT ANTI-OSTÉOPOROSE PRÉVIENDRAIT SON APPARITION

Prendre des bisphosphonates contre l'ostéoporose réduirait de moitié le risque de cancer de l'endomètre, la muqueuse qui tapisse l'utérus, selon une analyse scientifique américaine.

Nombreuses sont les femmes qui, après la ménopause, prennent un traitement contre la perte osseuse, aussi appelée ostéoporose. Constitué de bisphosphonate, il diminue le risque de fractures liées à la déminéralisation osseuse. Mais certaines études lui attribuent d'autres vertus, notamment une action anti-cancer.

Une analyse américaine publiée dans la prestigieuse revue scientifique *Cancer*, suggère ainsi que les bisphosphonates préviendraient le risque de cancer de l'endomètre, la muqueuse interne de l'utérus. Les femmes suivant un tel traitement réduiraient de moitié leur risque de développer ce cancer.

Les chercheurs du Henry Ford Health System de Détroit (États-Unis) ont analysé les données de 29 254 femmes, participant à une large étude du National Cancer Institute. La prise de médicaments contre l'ostéoporose y était détaillée. Les chercheurs se sont concentrés sur le bisphosphonate contenant du nitrogène, considéré comme celui qui a le plus d'activité anti-cancéreuse.



Après avoir pris en compte les facteurs annexes, tels que l'IMC, le tabagisme, l'hormonothérapie, l'âge et l'origine ethnique, les analyses ont révélé que les utilisatrices de ce type de bisphosphonate

réduisaient de moitié leur risque de cancer de l'endomètre, par rapport à des femmes ne prenant pas ce traitement.

« Cette étude suggère que les femmes qui nécessitent un traitement contre l'ostéoporose et qui ont un risque accru de cancer de l'endomètre ont tout intérêt à choisir le bisphosphonate au nitrogène pour réduire leur risque de développer ce cancer » a déclaré le Dr Sharon H. Alford, auteur principal de l'étude. L'équipe a cependant précisé que ces résultats sont à nuancer, puisqu'ils ne sont pas significatifs pour tous les types de cancer de l'endomètre. De plus, aucune donnée n'est disponible quant à la dose « idéale » de bisphosphonate à prendre pour avoir les meilleurs effets anti-cancer, avec le moins d'effets indésirables possibles. Le cancer de l'endomètre est le 4ème cancer le plus fréquent chez la femme, et représente près d'un cancer gynécologique sur deux. Chaque année, on estime ainsi à plus de 7 000 le nombre de nouveaux cas de cancer de l'endomètre. Les bisphosphonates, fréquemment utilisés chez les femmes ménopausées, consistaient, si leur action bénéfique est avérée, un moyen simple de freiner l'apparition de ce cancer, dont la survie à 5 ans était en moyenne de 76% en 2010.

SAHARA-OCCIDENTAL

- MAROC

Guterres appelle à «une volonté politique» pour appuyer l'autodétermination des Sahraouis



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à «une volonté politique forte» des partis au conflit et de la communauté internationale pour appuyer une solution prévoyant l'autodétermination du peuple sahraoui, dans un rapport transmis lundi au Conseil de sécurité.

«Une solution au conflit est possible. Trouver une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», réaffirme le SG de l'ONU dans les recommandations de son nouveau rapport sur le Sahara Occidental consulté par l'APS.

Selon Guterres, une solution qui pourvoit à l'autodétermination du peuple sahraoui « exige une volonté politique forte, non seulement de la part des parties au conflit et des Etats voisins, mais également de la part de la communauté internationale ».

«J'appelle donc les membres du Conseil de sécurité, les amis du Sahara occidental et les autres acteurs concernés à encourager le Maroc et le Front Polisario à saisir cette fenêtre d'opportunité et à continuer de s'engager de bonne foi et sans condition préalable dans le processus de table ronde lancé par mon envoyé personnel», ajoute Guterres dans son rapport.

Le Chef de l'ONU soutient que la recherche d'une solution au long conflit qui oppose le Front Polisario au Maroc se heurte au «problème central» de «manque de confiance» de toutes les parties.

«Construire la confiance prendra du temps, mais tous les partis au conflit et pays voisins ainsi que la communauté internationale, peuvent contribuer à un processus qui nourrit cette confiance», estime-il.

Guterres appelle à des «gestes de bonne foi» qui démontrent la volonté des partis de progresser dans les négociations.

«Avec la destruction de son dernier stock de mines terrestres, le Front Polisario a déjà fait un premier pas louable à cet égard», se félicite le chef de l'Onu.

Dans ses observations, le SG de l'Onu affirme que la Minurso «demeure un élément fondamental pour l'Onu afin de parvenir à un règlement politique juste, durable et mutuellement acceptable du conflit au Sahara occidental qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Il recommande au Conseil de sécurité de renouveler le mandat de cette mission onusienne mais sans en préciser la durée.

Le mandat de la Minurso devrait arriver à échéance le 31 avril prochain.

En octobre dernier, le secrétaire général a demandé une prorogation d'une année, alors que l'administration américaine a poussé pour obtenir un renouvellement de six mois pour maintenir la pression sur les partis au conflit, appelés à revenir à la table des négociations.

Dans le nouveau rapport le SG de l'Onu propose un budget de 56,4 millions de dollars pour financer le fonctionnement de la mission du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020.

LIBYE:

D'intenses efforts et concertations en vue d'un règlement définitif de la crise

D'intenses efforts sont menés actuellement aux niveaux national et international pour le règlement du conflit libyen dans la perspective de la tenue prochaine de la conférences de dialogue inclusif et de réconciliation nationale devant permettre d'entrevoir une solution à la crise qui frappe le pays depuis 2011.

En effet, la cité historique de Ghadamès s'apprête à accueillir une conférence nationale du 14 au 16 avril prochain au centre de la Libye, sous l'égide de l'ONU, dont l'ordre du jour sera focalisé sur l'élaboration d'un calendrier électoral, comprenant la fixation de dates pour la tenue des élections législatives et présidentielle.

Il est question également de se mettre d'accord sur la Constitution devant servir de base juridique afin de parvenir à une stabilité des institutions et un retour de la sécurité, mais aussi pour remettre sur pied l'économie du pays.

Le chef de la Mission des Nations unies en Libye (Manul), Ghassan Salamé, a rassuré, dans ce contexte, que toutes les parties et catégories politiques libyennes, sans exception et exclusion, seront invitées à cette conférence à laquelle doivent prendre part entre «120 et 150 personnes».

Ces assises exclusivement inter-libyennes sont le résultat d'une longue série de consultations et de réunions préparatoires ayant eu lieu dans 57 villes du pays, a souligné M. Salamé, appelant le peuple libyen à «ne pas gâcher l'opportunité pour construire un Etat unifié, civil, souverain, compétent et juste».

Dans le même esprit, le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a indiqué que «les Libyens devront être en mesure de définir des solutions pouvant créer les conditions permettant d'unifier les institutions et de faire progresser les questions politiques qui demeurent en suspens».

S'exprimant à l'issue d'une réunion de haut niveau du «Quatuor libyen», qui a regroupé samedi dernier, la Ligue arabe, l'Union européenne, l'Union africaine (UA) et les Nations Unies, M. Guterres a exprimé, à l'occasion, son espoir de voir aboutir le processus politique libyen en vue de résoudre la crise qui paralyse le pays.

«Le peuple libyen pense que ça suffit, qu'il faut la paix et qu'il faut qu'un pays riche puisse assurer à ses citoyens la prospérité à laquelle ils ont droit», a soutenu encore M. Guterres.

L'initiative de l'UA pour la réconciliation nationale saluée

Parallèlement aux efforts de l'ONU, l'UA a proposé, pour sa part, d'organiser en juillet prochain une conférence de réconciliation nationale à Addis Abeba



(Ethiopie) afin de réunir les différentes parties libyennes dans l'objectif de sortir la Libye du chaos.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, qui a fait cette annonce à partir de Tunis en marge des travaux de la 30e session du Sommet arabe, a soutenu que la conférence de réconciliation sera une «opportunité» pour que tous les acteurs politiques libyens discuteront du sort de leur pays.

En visite lundi à Tripoli, M. Faki a fait part de cette proposition au président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA), Faye Serraj, précisant que «toute décision sur la question libyenne devait être exclusivement libyenne sans l'ingérence étrangère».

En Libye, les démarches de l'ONU et de l'UA pour résoudre la crise ont été saluées fortement par les dirigeants libyens. Dans ce sillage, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale de Libye (GNA), Faye Serraj a affirmé qu'il est temps de trouver un consensus pour sortir le pays de sa crise actuelle, d'unifier les institutions de l'Etat et d'organiser des élections présidentielles et parlementaires sur une base constitutionnelle saine.

Le commandant de l'Armée nationale libyenne (ANL) Khalifa Haftar, a assuré, quant à lui, que les parties libyennes pourraient trouver un accord concernant la formation de l'armée et d'un gouvernement d'union nationale. «Une avancée dans la crise est possible

d'ici deux semaines», a-t-il fait savoir en marge du Forum de la jeunesse organisé dimanche à Benghazi. Cette déclaration de Khalifa Haftar conforte à bien des égards le discours tenu par le secrétaire général des Nations unies lors de sa participation aux travaux du sommet de la Ligue arabe à Tunis.

M. Guterres a souligné que l'ONU, l'UA, l'UE et la Ligue arabe oeuvrent étroitement ensemble pour soutenir les «Libyens afin d'assurer le succès du processus politique en Libye dans l'intérêt du peuple libyen et de la paix et de la sécurité mondiales».

«J'espère que les dirigeants libyens comprendront l'énorme responsabilité qui est la leur, qu'ils seront en mesure de trouver ensemble des solutions pour l'avenir de la Libye, dans l'intérêt du peuple libyen et de toute la région», a affirmé, en outre, M. Guterres. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute en 2011 de Mouammar Kadhafi. Les autorités libyennes ne parvenant pas à contrôler les dizaines de milices formées d'ex-insurgés qui font la loi face à une armée et une police régulières divisées et affaiblies.

Sur le plan politique, deux autorités se disputent le pouvoir dans le pays, à savoir le Gouvernement d'union nationale, établi fin 2015 par un accord parrainé par l'Onu et basé à Tripoli, et une autorité rivale, installée dans l'est, contrôlée par l'Armée nationale autoproclamée par le commandant Khalifa Haftar.

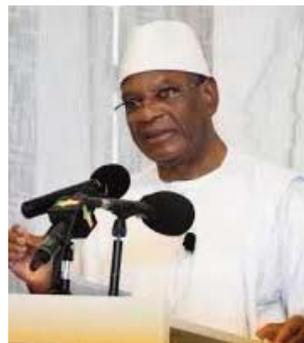
MALI:

Présentation d'un nouveau projet de révision de la Constitution

Un comité d'experts a remis lundi au président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, un nouveau projet de révision constitutionnelle dont l'adoption sera soumise à un référendum, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué.

«Il a été dit, il a été fait, au jour et à l'heure», s'est réjoui le chef de l'Etat, réélu pour un second mandat en août, en recevant le rapport du groupe de 11 experts dirigé depuis janvier par le professeur de droit public Makan Moussa Sissoko, a indiqué le communiqué.

Le professeur Sissoko a résumé devant le président malien les «grandes lignes» de sa «mission inclusive», a précisé la présidence, citant «l'environnement, la Cour des comptes, les autorités traditionnelles entre autres». Lors d'une précédente audience du groupe d'experts le 4



février, M. Keïta avait assuré que «tout le monde sera consulté à quelque niveau qu'il soit, pour qu'au bout du parcours le produit soit l'exact reflet de la volonté du peuple malien et nous

situé de manière absolument irréfutable parmi les nations fondées sur le droit», selon le communiqué.

«La prochaine étape de la démarche consistera à faire approuver de manière inclusive ce rapport.

Ensuite, les Maliennes et Maliens seront sollicités pour donner leur avis par voie référendaire sur la révision de la Constitution», la première depuis 1992, a ajouté la présidence, sans préciser la date de ce référendum.

En août 2017, le chef de l'Etat avait décidé de «surseoir» à l'organisation d'un référendum sur un premier projet de révision de la Constitution.

Cette décision avait été célébrée dans les rues de Bamako par plusieurs milliers d'opposants qui reprochaient notamment au texte de ne pas préciser la durée du mandat des sénateurs désignés par le président.

DÉNUCLÉARISATION: Le chef de la défense sud-coréenne à Washington

Le ministre américain de la Défense par intérim, Patrick Shanahan, a reçu à Washington le ministre sud-coréen de la Défense nationale, Jeong Kyeong-doo, pour discuter de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, ont rapporté des médias locaux, citant le Pentagone.

A cette occasion, MM. Shanahan et Jeong ont notamment discuté des efforts diplomatiques destinés à parvenir à une dénucléarisation complète et une paix globale dans la péninsule coréenne, ont ajouté les mêmes sources, citant un communiqué. Les deux chefs de la Défense se sont engagés à rester «en posture de préparation conjointe inébranlable», ont poursuivi les mêmes sources.

Ils ont également promis de renforcer leur coordination et leur coopération dans divers domaines, dont le partage d'informations concernant les questions relatives à la Corée du Nord.

La visite de M. Jeong survient après le second sommet entre le dirigeant suprême de la Corée du Nord, Kim Jong Un, et le président américain, Donald Trump, en février dernier à Hanoï au Vietnam, qui s'était conclu sans accord. Le président sud-coréen Moon Jae-in a déclaré, lundi, que la Corée du Nord et les Etats-Unis avaient montré leur détermination à poursuivre le dialogue pour la paix et



la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

«Il est clair que ni la Corée du Sud, ni la Corée du Nord, ni les Etats-Unis ne souhaitent revenir en arrière, bien que le processus de paix dans la péninsule ait connu des problèmes temporaires après la deuxième ren-

contre entre les présidents Donald Trump et Kim Jong Un, à l'issue de laquelle aucun accord n'a pas été conclu comme l'espérait la communauté internationale», a souligné le dirigeant sud-coréen lors d'une réunion hebdomadaire avec ses conseillers.

PALESTINE: Un Palestinien tué lors de heurts avec l'armée israélienne près d'El-Qods occupé

Un Palestinien a été tué mardi matin lors de heurts avec l'armée de l'occupation israélienne près de la ville d'El-Qods occupée, ont indiqué le ministère palestinien de la Santé et des témoins.

Mohammed Adouane, 23 ans, a été tué et trois autres Palestiniens ont été blessés, a dit le ministre.

Selon des témoins, les heurts ont eu lieu alors que l'ar-

mée israélienne menait une incursion à Qalandiya, en Cisjordanie occupée.

La Cisjordanie reste le théâtre d'agressions sur fond d'occupation israélienne depuis plus de cinquante ans.

Les Palestiniens dénoncent souvent ces agressions commises par les forces de l'occupation israéliennes et les colons.

BREXIT: Les députés britanniques rejettent toutes les solutions alternatives

Les députés britanniques ont voté lundi soir contre les quatre options alternatives à l'accord de Brexit conclu par la Première ministre Theresa May avec Bruxelles.

Après avoir rejeté trois fois déjà l'accord de Mme May, avoir voté la semaine dernière contre huit propositions parlementaires pour tenter de sortir de l'impasse, les élus ont rejeté les nouvelles options, d'initiative parlementaire, qui leur étaient présentées. Parmi les solutions proposées figuraient les deux qui ont recueilli le plus de suffrages mercredi, à savoir

l'organisation d'un référendum sur tout accord de divorce conclu avec Bruxelles et la mise en place d'une union douanière avec l'UE. Une troisième option proposait d'arrêter le processus de Brexit en cas d'absence d'accord à deux jours de la date de sortie, qui a été reportée au 12 avril.

Enfin, la proposition d'un modèle «Norvège +», également connue sous le nom de «Common Market 2.0», préconisait le maintien du Royaume-Uni au sein du marché unique, synonyme de liberté de circulation des biens, capi-

taux, services et personnes, comme la Norvège, ainsi qu'une union douanière spécifique avec l'UE, soit une politique de droits de douane et commerciale commune.

Le parlement «a une nouvelle fois échoué à trouver une majorité claire pour chacune des options» présentées, a réagi le secrétaire d'Etat au Brexit Stephen Barclay.

«La position légale par défaut est que le Royaume-Uni va quitter l'UE dans onze jours» sans accord, a-t-il ajouté.

L'auteur de la proposition «Norvège +», le conser-

vateur Nick Boles a immédiatement annoncé qu'il quittait le Parti conservateur.

«J'ai tout donné pour tenter de trouver un compromis qui pourrait mener le pays hors de l'UE tout en maintenant notre puissance économique et notre cohésion politique», a-t-il dit visiblement très ému.

«J'accepte que j'ai échoué.

J'ai échoué surtout parce que mon parti refuse le compromis», a-t-il accusé.

Theresa May n'a de son côté pas exclu de présenter une quatrième fois au vote son accord de divorce.

Barnier: Un Brexit sans accord devient «chaque jour plus probable»

Une sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE) devient «chaque jour plus probable», a déclaré hier le négociateur de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, au lendemain d'une nouvelle série de votes indicatifs au parlement britannique.

«Un Brexit sans accord n'a jamais été mon souhait mais il devient chaque jour plus probable», a affirmé M. Barnier lors d'une conférence organisée par le think tank EPC, à

Bruxelles. «L'UE des 27 (c'est-à-dire tous les Etats membres de l'Union excepté le Royaume Uni, ndlr) est maintenant prête» à cette éventualité, a-t-il prévenu.

«N'oublions pas d'abord que nous avons déjà un accord, et il a été conclu par Theresa May, le gouvernement britannique, le Conseil européen et le Parlement européen le 25 novembre dernier, il y a quatre mois», a rappelé M. Barnier. «Nous avons essayé de faire en sorte que le Royaume-Uni

puisse quitter l'UE le 29 mars, comme le Royaume-Uni l'avait prévu... Si le Royaume-Uni veut toujours quitter l'UE d'une manière ordonnée, cet accord, ce traité est et sera le seul», a-t-il poursuivi.

Le Royaume-Uni se trouvait dans «l'impasse» mardi à dix jours de sa sortie de l'Union européenne, après le rejet lundi soir par les députés britanniques de toutes les alternatives proposées à l'accord de Brexit du gouvernement.

DIPLOMATIE: Le SG de l'ONU met en garde contre «la haine des musulmans»

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a mis en garde hier au Caire contre «la haine des musulmans», après une attaque qui avait fait 50 morts le mois dernier dans des mosquées en Nouvelle-Zélande.

M. Guterres s'exprimait devant les responsables d'Al-Azhar, la célèbre institution religieuse basée au Caire, après un entretien avec le Grand Imam Ahmed al-Tayeb.

«Dans le monde, nous assistons à une haine croissante contre les musulmans», a-t-il dit dans son discours, fustigeant également «l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie».

Il a évoqué le massacre du 15 mars dans deux mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande, où 50 fidèles ont été abattus par un suprémaciste blanc australien, ainsi que la fusillade dans une synagogue à Pittsburg en 2018 qui avait fait 11 morts. M. Guterres a également mis en garde contre la généralisation du discours de haine qui selon lui «pénètre le grand public, se répandant comme un incendie via les réseaux sociaux».

«Nous le voyons se répandre dans les démocraties, ainsi que les Etats autoritaires», a-t-il ajouté.

Après sa visite à Al-Azhar, M. Guterres, doit rencontrer le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi au Caire. Dimanche, il avait assisté au sommet de la Ligue arabe à Tunis, appelant à une «coopération renforcée» entre les Etats arabes.

CONFLITS: L'ONU alerte sur la situation alimentaire des pays accueillant des réfugiés



L'ONU et des bailleurs de fonds internationaux, réunis hier à Bruxelles, ont alerté sur la fragilité des pays accueillant des réfugiés ayant fui des conflits, évoquant notamment la situation alimentaire dans ces Etats, ont rapporté des médias locaux. «Les déplacements massifs de population créés par des conflits qui génèrent des inquiétudes pour certains des pays accueillant des réfugiés ou des migrants», a indiqué le rapport mondial sur les crises alimentaires publié mardi.

Le rapport en question a cité notamment l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Turquie où sont accueillis des centaines de milliers de réfugiés syriens. Il a évoqué également le cas du Bangladesh où arrivent des Rohingyas venus du Myanmar, l'Ouganda qui héberge des réfugiés du Soudan du sud et de la République démocratique du Congo, le Cameroun et le Burundi où parviennent les réfugiés de République centrafricaine et du Congo.

La Colombie, l'Equateur et le Pérou où affluent les migrants vénézuéliens ont été signalés aussi dans ce rapport. Les pays autour du lac Tchad, en Afrique, où ont été accueillies les populations fuyant les attaques terroristes du groupe Boko Haram ne sont en reste. «Les conflits et l'insécurité devraient rester les premières causes des risques de pénuries alimentaires en 2019», a souligné le rapport de l'Onu.

En 2018, plus de 113 millions de personnes dans 53 pays étaient au bord de la famine, en état d'insécurité alimentaire aiguë, particulièrement en Afrique, a fait savoir le rapport, rédigé par le réseau mondial d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) qui se réunit cette semaine à Bruxelles.

KHENCHELA : 50 artisans à l'exposition de l'artisanat traditionnel



Cinquante (50) artisans de diverses communes de la wilaya de Khenchela participent à l'exposition de l'artisanat traditionnel ouvert lundi au centre de loisirs scientifiques «Khouidja Belaïd» de la ville de Khenchela.

L'exposition a suscité un engouement des visiteurs notamment des familles qui ont été nombreux à s'arrêter devant les stands du tapis de Babar et des pâtisseries traditionnelles de la région. L'initiative a pour objectif de promouvoir les divers produits artisanaux et dynamiser la scène culturelle et touristique dans cette

wilaya, a assuré le directeur de wilaya du tourisme, Zouhir Boukaâbach.

La présence à la manifestation du centre régional d'estampillage du tapis de Tébessa vise à coordonner avec les artisans tapisiers pour promouvoir la commercialisation du tapis de Babar d'une manière professionnelle. De son côté, le président

de la chambre de l'artisanat et des métiers, Kamel Siad, a relevé que la participation à cette manifestation permet de favoriser la compétitivité et l'échange d'expériences entre artisans. L'exposition de quatre jours verra l'organisation de concours notamment du meilleur plat traditionnel, selon les organisateurs.

ANCIENNE VILLE DE MÉDÉA : L'étude du plan permanent de sauvegarde et de préservation bientôt lancée

L'étude portant plan permanent de sauvegarde et de préservation de l'ancienne ville de Médéa, dont les premières édifications remontent à plusieurs siècles sera lancée «prochainement» après son approbation par l'assemblée populaire de wilaya (APW), a appris mardi l'APS auprès du directeur local de la culture. Le lancement de cette étude, qui sera menée par un bureau d'étude agréé et spécialisé dans ce domaine, intervient, trois mois après le classement de ce noyau urbain en tant que site sauvegardé appartenant au patrimoine national, a indiqué Brahim Benabderrahmane, précisant que toutes ces étapes sont l'aboutissement d'un travail laborieux, entamé depuis plus de quatre années. Ce plan permanent de sauvegarde permettra, selon

ce responsable, de recenser l'ensemble des bâtisses situées à l'intérieur du périmètre de protection, l'identification des sites, monuments ou vestiges historiques nécessitant des travaux de restauration, déterminer également le type d'action à entreprendre à l'intérieur de ce site, de façon à préserver sa valeur historique, a-t-il expliqué. Il servira, en outre, de document de «référence» pour toute intervention ou travaux qui seront menés, à l'avenir, aussi bien par les particuliers que les organismes étatiques, afin d'éviter toute atteinte à ce patrimoine, a fait savoir ce directeur, ajoutant que les travaux d'extension, de réaménagement ou d'installation de réseaux divers, à l'intérieur du périmètre à sauvegarder, doivent être conforme à ce plan.

CINÉMA

«Dumbo» à le tête du box-office nord-américain

La version de Tim Burton du grand classique de Disney, «Dumbo», s'est envolée en tête du box-office nord-américain pour son premier week-end dans les salles, sans toutefois atteindre les hauteurs escomptées, selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Cette relecture du dessin animé sorti en 1941, qui raconte l'histoire d'un éléphant dans un cirque moqué à cause de ses oreilles trop grandes qui lui permettront tout de même de voler, a récolté 46 millions de dollars de vendredi à dimanche aux Etats-Unis et au Canada.

Les analystes espéraient mieux -- au moins 50 millions selon le magazine spécialisé Variety -- pour ce film qui a coûté 170 millions à produire, et qui compte à son casting des stars comme Colin Farrell, Michael Keaton et Eva Green.

Désormais deuxième, le film d'horreur «Us», dans lequel les membres d'une famille américaine se retrouvent aux prises avec leurs doubles malveillants, a généré 33,2 millions de dollars. Ce thriller glaçant du réalisateur Jordan Peele, dont le premier film d'horreur, «Get Out», lui avait valu en 2018 l'Oscar du meilleur scénario original, enregistre 127,8 millions de dollars en deux semaines. Sur la troisième marche du podium, «Captain Marvel», dans lequel l'actrice oscarisée Brie Larson incarne une ancienne pilote d'élite dotée de super-pouvoirs, a engrangé 20,6 millions de dollars sur le week-end, pour un total de 354 millions en quatre semaines.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE TIZI-OUZOU

Siège social avenue ABANE Ramdane Tizi-Ouzou

- NIF : 001215004877603

- NIS : 099.115.019.240.819

- Code d'activité : 858

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 04/2019

Un Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé par l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de TIZI-OUZOU, pour la réalisation des travaux restants à réaliser en TCB avec VRD du projet des :

22 logements sociaux locatifs à ILLILTEN, Programme RPHP2009.

♦ Eligibilité du soumissionnaire :

Les entreprises admises à soumissionner sont les entreprises :

- Ayant la qualification catégorie I ou plus dans le domaine du bâtiment comme activité principale ou secondaires.

- Ayant réalisé un chiffre d'affaire cumulé minimum de 10 000 000,00 DA pendant les cinq dernières années.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tizi-Ouzou sis avenue ABANE Ramdane BP n° 84 à Tizi-Ouzou.

Les soumissions doivent être accompagnées des pièces réglementaires suivantes :

A) Dossier de candidature comprenant :

- Une déclaration de candidature dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Une déclaration de probité dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Les statuts pour les sociétés ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats le cas échéant des sous-traitants :

a) Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification, professionnelle en cours de validité.

b) Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans les cinq (05) dernières années.

c) Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

- Moyens humains justifiés par : Déclaration annuelle des salaires avec liste nominative ainsi que les attestations d'affiliation à la CNAS (SECU) a jours accompagnées des diplômes ou attestation de succès pour l'encadrement.

- Moyens matériels justifiés par : cartes grises pour le matériel roulant, procès verbal délivré par un commissaire priseur de l'année en cours, factures d'achat, Contrat de location notarié d'une durée couvrant le délai global de réalisation ou autre document justifiant ces moyens pour le matériel de chantier (le PV d'huissier de justice ne fait pas foi)

- Références professionnelles de l'entreprise dûment justifiées par des attestations de bonne exécution visées par les différents maîtres d'ouvrages (les attestations de bonne exécution doivent faire référence aux montant des travaux réalisés ou bien accompagnées des copies de marchés, contrat, bon de commande....etc des travaux réalisés objet des dites attestations).

B) L'offre technique comprenant :

- Une déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif répondant aux points suivants

✓ A méthodologie d'exécution : il s'agit de décrire la phase avec la fourniture d'un planning respectant les délais d'exécution

✓ Le délai d'exécution

✓ Les moyens humains affectés au chantier par exemple l'organigramme de l'équipe, le nombre de personnes affectées avec leurs qualifications, expériences, profils, CV,...

✓ Les moyens matériels affectés au projet

✓ Produits proposés pour le chantier

✓ Contraintes d'exécution et solutions proposées

✓ Moyens mis en œuvre pour l'approvisionnement du chantier

✓ Moyens mis en œuvre pour respecter les délais d'exécution

- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « Lu et accepté ».

C) L'offre financière comprenant :

- La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et cachetée ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

N.B : document justificatifs : conformément à l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'attributaire du marché public doit fournir les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché

- Registre de commerce.

- Extrait de rôles apuré ou avec échéancier en cours de validité.

- Attestations de mise à jour en cours de validité : CNAS, CASNOS, CACOBATPHJ

- Original du casier judiciaire du géant en cours de validité.

- Numéro d'identification fiscale.

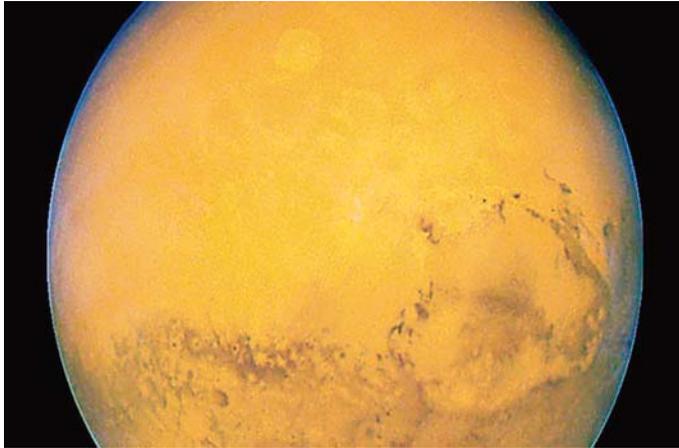
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (SARL, EURL, SPA, SNC)

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être présentés sous trois enveloppes fermées et accompagnées de toutes les pièces réglementaires conformément aux cahiers des charges.

Les trois enveloppes intérieures doivent comporter séparément le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière. Celles-ci doivent être fermées et intégrées dans une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne portera que la mention suivante :

SELON UNE ÉTUDE Localisation d'une source de méthane sur Mars

La présence de méthane dans l'atmosphère martienne a été confirmée par une nouvelle analyse des données de la sonde Mars Express, ont annoncé lundi des chercheurs qui soulignent que ce gaz pourrait être un indicateur d'une vie micro-organique ou bien découler de processus géologiques.



La sonde européenne Mars Express, en orbite autour de la planète depuis fin 2003, avait déjà détecté des traces de méthane dans son atmosphère en 2004 grâce à son spectromètre infrarouge PFS. Mais ces résultats n'avaient pas totalement convaincu pour des raisons techniques.

En juin 2018, la Nasa avait à son tour annoncé que son robot mobile Curiosity avait détecté du méthane dans l'atmosphère martienne le 15 juin 2013 près du cratère Gale. Cependant, ces résultats «in situ» avaient suscité des interrogations, certains se demandant si ce méthane ne venait pas du rover (le robot mobile) lui-même, rappelle Marco Giuranna, de l'Institut italien d'astrophysique à Rome.

Entre-temps, l'équipe internationale menée par ce chercheur italien avait réussi à améliorer la qualité des données recueillies par le spectromètre infrarouge de Mars Express, une mission de l'Agence spatiale européenne (ESA). «Nous avons développé une nouvelle approche pour sélectionner, traiter et récupérer les données» du spectromètre, explique Marco Giuranna. «Cela réduit en grande partie les incertitudes autour des mesures de PFS», ajoute-t-il. Peu après l'atterrissage en 2012 de Curiosity dans le cratère d'impact Gale, «j'ai décidé de mener une surveillance à long terme de l'atmosphère martienne» à cet endroit, raconte le chercheur dont l'étude est publiée dans

Nature Geoscience. Le 16 juin 2013, un jour après Curiosity, le spectromètre de Mars Express a ainsi enregistré «un pic d'émission» de méthane au dessus du cratère. Ces résultats constituent «une confirmation indépendante des mesures de Curiosity», souligne l'étude.

Trouver du méthane (CH₄) sur Mars est très important pour les planétologues car «il pourrait être un indicateur d'une vie microbienne», note le chercheur. Mais la présence de ce gaz peut aussi résulter de réactions géo-chimiques, sans lien avec la vie.

Cerise sur le gâteau, l'équipe de Marco Giuranna pense avoir réussi à localiser la source de cette émission de méthane dans une région de

faïlle située à l'est du cratère Gale. Les chercheurs ont mené pour cela deux études séparées, l'une à base de modélisation numérique, l'autre fondée sur une analyse géologique des lieux. Les résultats des deux études convergent vers la même zone. «C'est très excitant et très inattendu», s'enthousiasme le chercheur italien. «Nous avons identifié des failles tectoniques qui pourraient s'étendre sous une région couverte d'une fine couche de glace (...) Il est possible que la glace retienne le méthane de subsurface et le libère de façon épisodique lorsque les failles se cassent», ajoute Giuseppe Etiope, de l'Institut national de Géophysique et de Volcanologie de Rome.

TUNISIE Le premier satellite tunisien sera lancé par une fusée russe en 2020



Le premier satellite tunisien «Challenge ONE» sera lancé par une fusée russe Soyouz en 2020, a annoncé lundi l'agence spatiale russe Roskosmos dans un communiqué. Un contrat approprié a été signé lundi entre le groupe tunisien TELNET et l'opérateur russe de lancements commerciaux GKLaunchServices, lors d'une cérémonie au Centre de recherche en numérique de Sfax, en Tunisie, selon la même source.

«TELNETGroup et GKLaunchServices ont signé un contrat

pour le lancement du premier satellite tunisien «Challenge ONE» par la fusée russe Soyouz-2.1a avec le bloc de propulsion Fregat en 2020», précise le communiqué.

«Challenge ONE» est un projet de recherche scientifique et d'innovation visant à proposer une nouvelle approche dans le domaine des technologies d'information et de leur application pratique, selon Roskosmos. Il doit notamment servir de base pour la création d'une constellation de 30 satellites.

CHINE: Un Sommet sur le développement numérique du 6 au 8 mai



La Chine organisera le deuxième sommet sur le développement numérique du 6 au 8 mai prochain à Fuzhou, capitale de la province du Fujian (est), ont rapporté hier des médias, citant le Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'Etat.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, le chef adjoint de l'Administration du cyberspace de Chine Yang Xiaowei, cité par l'agence Chine Nouvelle, a indiqué que cette rencontre sur la Chine numérique, veut «servir de plateforme pour diffuser les politiques du pays sur les développements de la technologie informatique, présenter les résultats atteints en matière d'"e-gouvernement» et

d'économie numérique, et échanger les expériences théoriques et pratiques sur la construction d'une Chine numérique».

Sous le thème "Nouveaux dynamismes, nouveau développement, nouveaux résultats stimulés par l'information", le sommet comprendra principalement des forums, une exposition sur la Chine numérique et un concours d'innovation, selon M. Yang.

De son côté, le gouverneur adjoint exécutif du Fujian, Zhang Zhinan, a fait savoir que "plus de 40 académiciens de l'Académie chinoise des sciences et de l'Académie d'ingénierie de Chine, et d'autres invités de sociétés de premier rang du secteur numérique, ont

confirmé leurs participations au sommet».

Pour le responsable, les technologies et les équipements intelligents, à l'image de la reconnaissance faciale et vocale, le paiement par reconnaissance faciale, les véhicules sans conducteur et les voitures autonomes de vendeur, seraient utilisés lors de l'événement, avec une couverture totale de la 5G dans les principales salles.

L'événement sera conjointement organisé par l'Administration du cyberspace de Chine, la Commission nationale du développement et de la réforme, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information et le gouvernement du Fujian.

INDE Le test anti-satellite indien a créé 400 débris spatiaux (chef Nasa)

L'administrateur de l'agence spatiale américaine a dit lundi que la destruction par l'Inde d'un de ses satellites en orbite terrestre par un missile avait créé 400 débris spatiaux, créant un danger supplémentaire pour les astronautes à bord de la Station spatiale internationale (ISS).

Jim Bridenstine a déclaré lors d'une séance de questions-réponses avec des salariés de la Nasa à Washington que 400 débris avaient été recensés, cinq jours après le test mené par l'Inde pour démontrer une capacité de défense. «Tous ne peuvent pas être suivis», a-t-il expliqué. «Nous suivons les objets de plus de 10 centimètres, et on

en a recensé environ 60, qui ont chacun un numéro et qu'on est capables de suivre». Le satellite indien a été détruit à une altitude relativement basse de 300 km, bien en dessous de l'ISS (410 km) et de la plupart des satellites en orbite.

Mais 24 des 60 débris ont atteint une altitude plus élevée que l'ISS sous l'effet de la destruction, selon Jim Bridenstine. «Créer un événement qui envoie des débris à un apogée plus élevé que la Station spatiale internationale est une chose terrible, terrible», a-t-il dénoncé. «Ce type d'activités est incompatible avec l'avenir des vols habités». «C'est inacceptable», a-t-il répété.

C'est l'armée américaine qui recense les objets dans l'espace pour prédire le risque de collision non seulement pour l'ISS, mais pour les satellites. Les militaires suivent 23.000 objets de plus de 10 centimètres. Cela inclut environ 10.000 débris, dont près de 3.000 qui ont été créés par un seul événement: un test anti-satellite chinois en 2007 à 860 km de la surface. A cause du test indien, le risque de collision avec l'ISS a augmenté de 44% sur dix jours, selon Jim Bridenstine. Le risque va rapidement «se dissiper», car la plupart des débris sont à faible altitude et vont rapidement se consumer en rentrant dans l'atmosphère.



Programme de la soirée

TF1 21:00

Grey's Anatomy
Réalisateur : Krista Vernoff
Avec : Ellen Pompeo, Greg Germann



Catherine, qui se trouve à Los Angeles pour sa fondation, fait appel à Meredith et Koracick pour une consultation confidentielle. Pendant ce temps, à Seattle, au Grey Sloan Memorial Hospital, l'une des infirmières, Frankie, enceinte de vingt-huit semaines, s'effondre alors qu'elle parle à Richard. Elle est prise en charge par l'équipe. Richard cherche à comprendre de quoi elle souffre et comment protéger le bébé qu'elle porte. Par ailleurs, Maggie et Jackson se disputent sur la nature de leur relation...

France 2 21:05

La disparition

Réalisateur : Jean-Xavier de Lestrade
Avec : Géraldine Pailhas, Thierry Godard



Un dimanche matin, Marion, 10 ans, se réveille tôt et se rend avec son petit frère Léo dans la chambre de leurs parents. Bruno, leur père, s'y trouve seul. Il leur explique que leur mère est rentrée tard et qu'elle a dormi sur le canapé. Mais Betty n'y est plus. Elle avait passé la soirée dans un cercle de jeu avec un ami, Franck, qui l'a raccompagnée à quatre heures du matin. Bruno refuse de s'inquiéter. Pour Franck, une certitude s'impose : Betty a été tuée.

France 3 21:05

Des racines et des aïles

Réalisateur : Josée Dayan
Avec : Corinne Mastiero, Isabelle Adjani



En Nouvelle-Aquitaine, Poitiers s'apprête à faire de son Palais de justice un lieu dédié à la culture. Cette ancienne résidence des comtes de Poitou et ducs d'Aquitaine, du Moyen Âge à la Révolution française, abrite l'une des plus belles salles des Pas perdus d'Europe. Dans les Deux-Sèvres, Mathias Chebrou est l'un des rares de la région à élever la Poitevine, une race de chèvre qui a failli disparaître. Sur l'île d'Oléron, le village de Fort-Royat rénove ses cabanes de pêcheurs et l'île d'Aix compte quatre nouveaux insulaires. Enfin, sur l'île de Ré, les scientifiques de l'Aquarium de La Rochelle relâchent six tortues au pied du phare de Baleines.

CANAL+ 21:05

Game Night

Réalisateur : John Francis Daley
Avec : Jason Bateman, Rachel McAdams



Passionnés de jeux, Max et Annie, se sont rencontrés au cours d'une compétition dans un bar. Depuis, c'est le grand amour, rythmé par de nombreuses parties de jeux divers entre amis. Une de celles-ci devient un peu spéciale quand intervient Brooks, le charismatique frère aîné de Max qui passe son temps à le rabaisser. D'autant que Brooks propose à Max, Annie et leurs amis un jeu dans lequel intervient le kidnapping d'un des protagonistes. Tout bascule quand Brooks devient victime d'un enlèvement des plus réalistes.

6 21:00

Top chef



La célèbre épreuve de la Guerre des restos est de retour. Trois binômes de candidats ont 48 heures pour créer leur restaurant de A à Z. Ils doivent s'occuper du concept, de la décoration et du menu. Cette année, 11 journalistes culinaires seront les juges de la Guerre des restos, aux côtés de Philippe Etchebest, Hélène Darroze, Michel Sarran et de Jean-François Piège. Les jurés passeront devant chacun des établissements. Ils ne pourront en tester que deux. Les concurrents ayant monté le troisième se retrouvent directement en dernière chance, rejoints par l'équipe la moins convaincante.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2132

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

3					6				
2	5	4				1	7	3	
8		5		3		4			
		1		3		2			
			2		8				
	7		1		4				
9		7		4		5			
4	1	3			7	2	6		4
7					9				7

7					8		5		6				9				
6	8	9			1	3	5		2	7	8	4		6	5	3	
1		8		5		4				9	6		8		7		
		6		2		8				7	2		9				
			9		1					7		5					
		4		8		5				6		9		5			
6		2		4		5				7	1		9		2		
9	4	3			7	2	1			6	3	8			1	4	9
2						6				1						6	



"Les bonnes résolutions ne gagnent pas à être différées."

Jules Romains

Mots croisés n°2132

- Horizontalement :**
- Arsenal ambulancier
 - Outil de poissonnier - A placer entre la licence et les lettres
 - Disco avec paroles - Oppressés
 - Elles comprennent beaucoup de lustres - Ralles - En tête des aoutats
 - Teintés en brun - Province d'Arabie
 - Un ton sous mi - Symbole de solidarité - Il y a à un monde fou
 - Commentons - Substance qui retient
 - Coureur australien - Problèmes de jeunesse
 - Ancien - Expression pleine de fraîcheur - Courroie directionnelle
 - Laisse loin derrière - Butées
- Verticalement :**
- A - Intellectuelles
B - Trombidion - Il porte le numéro 54
C - Restes de grappes - Entré dans la famille
D - Il vaut le titane - Gros mollusque
E - Cri d'aficionado - A faire après la tétée
F - Qui s'arrête au ras des fesses
G - Déesse agricole - Lumière de fellah
H - Marque de réprobation - Indice de pellucules
I - Coloras joliment - Très réaliste
J - Dédicacée
K - Mettent à la bonne mesure
L - Centrifugeuses à culottes

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



BOUMERDES : Plus d'une centaine de stades de proximité en réalisation à travers la wilaya

Quelque 108 stades de proximité dotés de tapis synthétiques sont en réalisation à travers les 32 communes de la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris du directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya.

«Une grande partie de ces structures est entrée en exploitation, dans l'attente de la réception des projets restants, dans les plus brefs délais possibles», a assuré Djamel Zebdi, au wali Mohamed Selmani, lors d'une visite effectuée au niveau de ces projets, «dont le nombre, fixé initialement à une centaine, a été porté à la hausse, au vu des besoins croissants exprimés par les jeunes en la matière», a-t-il souligné. Les informations fournies, par le même responsable, la réalisation de ces structures juvéniles a été affectée d'une enveloppe globale de près de 53 milliards de centimes.

Il a été signalé, par ailleurs, l'affectation au profit du secteur, entre 2014 et 2018, de 22 opérations de développement, actuellement opérationnelles au niveau d'une vingtaine de communes.

Il s'agit, en l'occurrence, de quatre maisons de jeunes, quatre salles omnisports, quatre auberges de jeunes, deux centres de loisirs scientifiques, quatre complexes sportifs de proximité, une salle de sport spécialisée, un complexe de tennis, un stade de proximité et un camp de jeunes.

A cela s'ajoute, selon les mêmes informations, la réception programmée «avant fin 2019» de deux piscines à Bordj Menail et Naciria, deux camps de jeunes à Corso et Boudouaou El Bahri, une salle polyvalente à Boudouaou El Bahri, et un complexe sportif de proximité à Ben Choud.

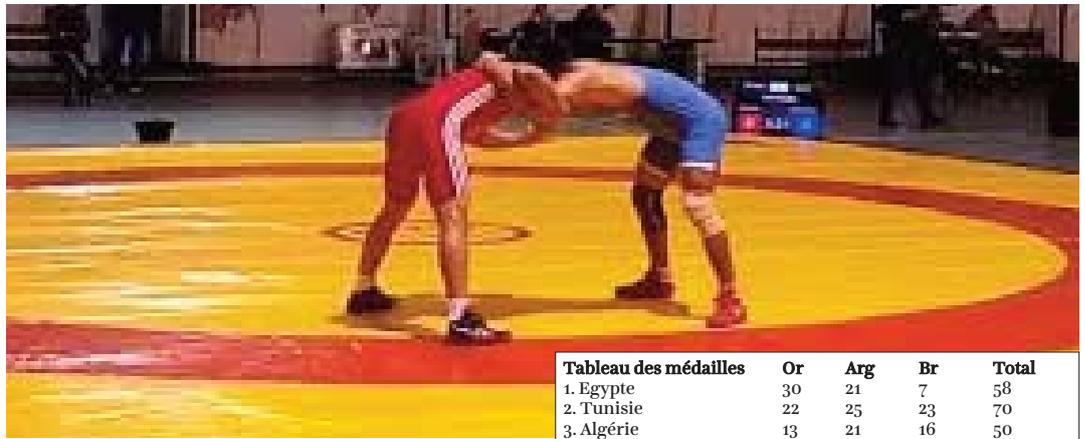
Le wali n'a pas manqué d'appeler à l'encouragement de l'investissement dans ce type de structures sportives (piscines, stades de proximité), «ne requérant pas de frais considérables», selon lui, «mais dont le rendement est important», a-t-il estimé.

Actuellement, la wilaya de Boumerdes compte 206 structures juvéniles et sportives opérationnelles (contre 60 précédemment), dont 55 établissements juvéniles, avec une moyenne d'un établissement pour 2.652 jeunes. Ce nombre d'établissements exploités à travers la wilaya assurent l'encadrement de près de 450.000 jeunes, âgés entre 5 et 29 ans, parmi lesquels 22.200 pratiquent un sport.

APS

LUTTE/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE: 50 médailles dont 13 en or, 3^e place pour l'Algérie

Les sélections algériennes de luttes associées (cadets, juniors, seniors et féminine) ont terminé à la troisième place avec un total de 50 médailles (13 or, 21 argent et 16 bronze), lors des Championnats d'Afrique qui ont pris fin dimanche soir à Hammamet (Tunisie).



Lors de la sixième et dernière journée du rendez-vous continental, la sélection algérienne seniors de la lutte libre a terminé en 3^e position avec un total de cinq médailles (1 or, 2 argent et 2 bronze), alors que la première place est revenue à la Tunisie. L'Algérie termine ainsi la compétition à la 3^e place avec un total de 50 médailles, derrière l'Egypte qui a pris la première place avec 58 breloques (30 or, 21 argent et 7

bronze), alors que la Tunisie s'est classée 2^e avec un moisson de 70 médailles (22 or, 25 argent et 23 bronze).

Cinquante-six athlètes des sélections algériennes des luttes associées toutes catégories (garçons et filles) ont pris part au rendez-vous africain. Lors de la précédente édition qui s'est déroulée à Port-Harcourt (Nigeria), les sélections algériennes avaient remporté 37 médailles (16 or, 10 argent et 11 bronze).

Tableau des médailles	Or	Arg	Br	Total
1. Egypte	30	21	7	58
2. Tunisie	22	25	23	70
3. Algérie	13	21	16	50
4. Afrique du Sud	6	3	5	14
5. Nigeria	6	2	4	12
6. Maroc	10	9	2	4
7. Guinée-Bissau	3	0	1	4
8. Sénégal	1	1	0	2
9. Namibie	1	0	2	3
10. RD Congo	0	2	2	4
11. Côte d'Ivoire	0	1	1	2
--. Cameroun	0	1	1	2
13. Burkina Faso	0	1	0	1
14. Sierra Leone	0	0	2	2
15. Kenya	0	0	1	1
--. Tchad	0	0	1	1
--. Guinée	0	0	1	1

TENNIS / TOURNOI MAGIC TOURS EN TUNISIE (TABLEAU FINAL): L'Algérien Nazim Makhlouf débutera contre un Français

Le tennisman algérien Nazim Makhlouf fera son entrée en lice mardi dans le tableau final du tournoi international «Magic Tours» qui se déroule du 1^{er} au 7 avril 2019 à Tabarka (Tunisie), en défiant le Français Clément Tabur, pour le compte du premier tour, ont annoncé les organisateurs à l'issue du tirage au sort.

Passé par les qualifications, l'Algérien de 22 ans a dû dominer deux adversaires pour atteindre ce tableau final, à savoir : l'Egyptien Anwar El Kamony (6-0, 6-0), puis l'Italien Andrea Borroni (6-4, 6-4). De

son côté, et de part son bon classement mondial (449^e), le Français a directement intégré le tableau final, où il s'annonce déjà comme un sérieux client pour Makhlouf, qui pointe actuellement au 1200^e rang mondial.

Un deuxième Algérien avait disputé les qualifications de ce tournoi à 15.000 USD, mais il a été contraint d'abandonner au deuxième tour. Il s'agit du jeune Mohamed-Ali Abibsi, qui après avoir difficilement dominé le Britannique Samuel Pointon (5-7, 6-3, 10-8) s'est retiré dans le deuxième

set contre l'Italien Mattia Frinzi (6-0, 2-0).

En double, Makhlouf a décidé de faire équipe avec l'Italien Gabriele Maria Noce et ils seront opposés lors de leur premier match à un tandem italien, composé de Mattia Rossi et Andrea Borroni.

La compétition, qui se déroule sur les courts en terre battue de Tabarka, a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, notamment, le Suédois Markus Eriksson (426^e) et le Français Corentin Denolly (427^e).

VOILE / TROPHÉE DE LA PRINCESSE SOPHIE EN ESPAGNE : Le coup d'envoi reporté, faute de vent

Le coup d'envoi de la compétition «Trophée de la Princesse Sophie», prévu lundi matin à Palma de Mallorca (Espagne) a été décalé à mardi, «faute de vent», ont indiqué les organisateurs. Les embarcations utilisées dans cette compétition nautique fonctionnent en effet à l'aide du vent, dont l'absence

a donc rendu tout mouvement impossible lors de cette première journée.

Sept internationaux algériens de la série RSX (4 messieurs et 3 dames) sont engagés dans cette prestigieuse compétition, qui s'inscrit dans le programme préparatoire des prochains Championnats d'Afrique de la

spécialité, et qui seront qualifiés aux Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo (Japon).

Il s'agit de Hamza Bouras, Ramzi Boudjatit, Islam Bennaga et Fayçal Benserrai chez les messieurs, ainsi qu'Amina Berrichi, Meriem Rezouani et Katia Belabès chez les dames. La sélection féminine, encadrée par l'en-

traîneur Manar Bouhadjira a été la première à se rendre sur les lieux de la compétition, puisqu'elle se trouve à Majorque depuis lundi dernier, alors que son homologue masculine ne l'y a rejointe que samedi, sous la houlette du coach Abdennacer Goudjil.

VOLLEYBALL / MILA : Plus de 50 arbitres de wilaya promus au rang d'arbitre régional

Au total, 53 arbitres de wilaya de volleyball ont été promus lundi au rang d'arbitre régional après un stage de formation de trois (3) jours à la maison de jeunes du chahid Mohamed Ladrâa de la wilaya de Mila, a-t-on constaté.

«Les arbitres stagiaires sont issus de neuf (9) wilayas du pays, entre autres Sétif, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Batna et Mila, wilaya hôte de cet événement» a indiqué M. Benladrâa Lahlali, responsable de l'organisation sportive auprès de la ligue de wilaya de volleyball, précisant que 53 arbitres (messieurs et dames) ont été promus au rang d'arbitre

régional après une période de deux ans en tant qu'arbitres de wilaya. Lancée le 30 mars dernier, cette session de formation de trois (3) jours, a été encadrée par le formateur arbitre international, Belarbi Abada, qui a présenté aux stagiaires les méthodes d'arbitrage et de gestion des rencontres au niveau régional, a-t-on souligné, notant que cette formation a été clôturée par la remise des diplômes de promotion aux arbitres stagiaires. Ce stage de formation constitue le deuxième du genre dans la wilaya de Mila et intervient après celui de l'année 2017, a fait savoir M. Benladrâa,

ajoutant dans le même contexte que cinq (5) arbitres régionaux de la wilaya de Mila ont bénéficié d'une session de formation dans la wilaya de Béjaïa pour le passage au rang d'arbitre fédéral et ce, durant la période entre le 21 et le 23 mars dernier.

En plus de sept (7) arbitres fédéraux, le nombre des arbitres promus au rang d'arbitre régional dans la wilaya de Mila s'est élevé à 16 arbitres au terme de ce stage de formation, a informé le même responsable, estimant que ce nombre est «suffisant» pour assurer la gestion des rencontres de volleyball dans cette wilaya.

Vers la création des centaines de maternelles en football en Chine

La Chine a décidé de créer des centaines de maternelles spécialisées dans le football, avec l'espoir de relever le niveau de ses joueurs et le rêve de soulever un jour, le trophée de la Coupe du Monde.

Malgré son 1,4 milliard d'habitants, la Chine, actuellement 72e nation mondiale au classement Fifa, entre la Macédoine et le Salvador, n'est jamais devenue une grande puissance footballistique, au grand dam de son président, Xi Jinping, qui ambitionne de voir le pays participer à un Mondial et même remporter la Coupe. Sans plus attendre, Pékin va commencer cette année à sélectionner des écoles maternelles qui participeront à un programme pilote sous le signe du ballon rond, a annoncé lundi soir l'agence Chine nouvelle.

D'après une circulaire du ministère de l'Éducation citée par l'agence de presse officielle, chacune des 32 provinces devra aligner entre 50 et 200 écoles maternelles pour futurs footballeurs.

«Le programme pilote vise à susciter l'intérêt pour le football chez les enfants à travers des jeux de ballons, tout en créant une atmosphère favorable à l'épanouissement de la culture du foot», selon la même



source. Les jeunes écoliers participeront à «diverses activités physiques prévues pour eux: courir, sauter, grimper et taper dans des ballons», précise Chine nouvelle.

En octobre, la fédération nationale de foot avait annoncé un plan visant à créer à terme 10.000 écoles maternelles de football dans tout le pays. Sans attendre, certains établissements ont déjà répondu à l'ap-

pel. «Nous avons des entraîneurs pour les enfants de plus de cinq ans et beaucoup d'autres maternelles de Pékin ont aussi des programmes pour le football», témoigne Li Jianli, directeur d'une école pékinoise dans le quotidien Global Times. Il reste du chemin à faire: la Chine ne s'est qualifiée qu'une seule fois pour la Coupe du monde, en 2002, sans avoir marqué un seul but.

SUPER COUPE DE TUNISIE:

L'Espérance ST remporte le titre

L'Espérance ST, champion en titre sortant, s'est adjudegée la super coupe de football de Tunisie en s'imposant devant le CA Bizertin (2-1), mi-temps 2-0, lundi soir à Doha. Avec l'apport de l'international algérien Youssef Belaïli, auteur de la passe décisive du 1er but et en l'absence de son compatriote Tayeb Meziani (transfuge du Paradou AC), le champion de Tunisie s'est assuré le titre sur deux réalisations de Anice Badri (14) et Taha Yacine Khenissi (17), avant

de buter sur un adversaire ultra défensif à la reprise, après avoir pu réduire le score par Abdelhalim Dargazi à la 34.

Le CA Bizertin disputait la super coupe en remplacement du C. Africain qui avait déclaré forfait. C'est le quatrième titre remporté par les sang et or après les sacres de 1960 devant le Stade tunisien (2-1), en 1994 face à l'AS La Marsa (2-0) et en 2001 devant le Club sportif de Hammam Lif (3-1). Les sang et or exerçaient d'en-

tre une forte pression sur l'arrière garde du CA Bizertin, acculant les nordistes constamment à défensive.

Après quelques opportunités de but, notamment de Belaïli (2) dont la frappe passait à côté et le corner détourné difficilement par le gardien Thamri (12), le champion de Tunisie prenait l'avantage à la 14 par Anice Badri, très bien servi dans la surface par Youssef Belaïli. Les sang et or maintenaient leur forte pression et doublerait la

marque à la 16 par Taha Yacine Khenissi qui prenait de vitesse l'axe centrale, sur une passe décisive de Badri, avant de tromper le gardien cabiste d'un tir précis à raz du sol. La super coupe de Tunisie constitue une consolation pour l'Espérance ST, après avoir déçu en super coupe d'Afrique face au Raja (1-2) et conforte son moral avant le quart de finale aller de la Ligue des champions face au CS Constantine, en déplacement samedi prochain 6 avril.

LIGA ESPAGNOLE DE FOOTBALL/ REAL MADRID :

Varane ne s'est pas exprimé sur un éventuel départ

L'entraîneur du Real Madrid (Liga espagnole de football) Zinédine Zidane a indiqué que le défenseur international français Raphaël Varane n'en a «pas parlé» au sein du vestiaire à propos d'un éventuel départ l'été prochain, ajoutant vouloir «garder» le joueur au sein de l'effectif remanié qu'il bâtira l'été prochain.

«Il n'a pas parlé de ça, à aucun moment, et oui, mon souhait c'est de le garder, ça c'est sûr», a dit Zidane en conférence de presse au lendemain d'informations en Espagne évoquant les envies d'ailleurs de Varane. Arrivé à Madrid en 2011 en provenance du RC Lens (France),

Varane est sous contrat avec le Real jusqu'en 2022. Selon la presse, il dispose d'une clause de départ à 200 millions d'euros. Mais la chaîne espagnole La Sexta a rapporté lundi que Varane (25 ans) avait communiqué au club son intention de partir cet été, en quête de nouveaux défis.

«Je ne l'imagine pas et je ne le souhaite pas. Pour le moment, il est dans le meilleur club du monde et il le sait (...) C'est un joueur encore jeune. Il est ici depuis longtemps et il fait bien les choses. Beaucoup de choses sortent à l'extérieur (du club) pour dire qu'il serait contrarié. C'est la vie, le quotidien des joueurs, mais

je le trouve à l'aise et, à moi, il ne m'a rien dit», a ajouté Zidane.

Revenu en sauveur début mars sur le banc d'un Real en fin de cycle, Zinédine Zidane a promis «du changement» à l'intersaison, alimentant toutes les rumeurs de transferts. L'ancien meneur de jeu du Real et de l'équipe de France a néanmoins renvoyé tout débat sur le recrutement à la fin de la saison.

«Parler de grand ménage me semble être un manque de respect» pour les joueurs en place, a dit Zidane. «Il va falloir faire des changements, mais ce n'est pas le moment de parler de ça», a-t-il conclu.

LIGUE 1 DE FOOTBALL :

La LFP dévoile le calendrier du mois d'avril

La 26e journée du championnat de Ligue 1 se jouera dans son intégralité le samedi 20 avril à partir de 16h00, a annoncé lundi soir la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Par ailleurs, l'instance dirigeante de la compétition a également dévoilé le calendrier des matches en retard du championnat

des Ligues 1 et 2, les cinq dernières journées de Ligue 2, ainsi que les dates des deux manches des demi-finales de la Coupe d'Algérie.

La LFP précise que «seules les dates des matches en retard du CS Constantine manquent au programme. Elles seront arrêtées après le match retour des quarts de finale

de la Ligue des champions d'Afrique (face à l'ES Tunis, ndlr). Ces matches sont: CSC - MCA (23e journée), JSS - CSC (18e journée) et CRB - CSC (24e journée).

Le nouveau calendrier a été établi en «tenant compte également des échéances de l'équipe nationale des moins de 23 ans (U-23), laquelle doit

effectuer deux stages durant ce mois d'avril en prévision de son match officiel contre le Ghana», comptant pour le 2e et dernier tour des qualifications de la CAN-2019 de la catégorie.

Concernant le championnat de Ligue 2, les cinq dernières journées se joueront entre le 4 avril et le 4 mai.

ENTRAINEURS

L'Argentin Diego Someone, le coach le mieux payé de la saison

L'ancien international argentin et entraîneur des Colchoneros de l'Atletico Madrid, Diego Simeone est le coach le mieux rémunéré, selon France Football, qui a publié dans son numéro paru hier, un classement du Top 10 des entraîneurs les mieux payés de la saison.

Le classement de France Football a inclus dans les montants: salaires bruts, revenus publicitaires et primes de la saison précédente, tout comme les parachutes dorés perçus en cas de licenciement prématuré. Avec son nouveau contrat signé avec l'Atletico, 2e de la Liga, et qui est assorti d'un salaire annuel net de 22 millions d'euros, soit 41 millions bruts par an jusqu'en 2022, Simeone dit «El Cholo» devient aussi le troisième à détrôner le Portugais José Mourinho de la première place du classement depuis 2004, après l'Anglais Alain Ferguson et le Brésilien Scolari.

José Mourinho, habitué du haut de ce classement depuis de nombreuses années, s'en est encore mis plein les poches sur le dernier exercice. Entre ses 6 mois de salaire (8,5 millions), les 17 millions touchés après avoir été limogé, ses partenariats (Adidas, Jaguar) et ses contrats de consultants (beIN et Russia Today), l'entraîneur portugais a gagné 31 millions d'euros.

Pour sa part, l'ancien international français Thierry Henry, 3e au classement, a vu garnir sa besace de coach de pas moins de 25 millions, entre son salaire et son indemnité de départ. Les trois mois catastrophiques de Thierry Henry à la tête de Monaco, conclus sur un licenciement et le retour de Jardim, ont eu donc des conséquences financières non négligeables pour l'ASM.

Au final, l'ancien international français a donc touché près de 300 000 par jour de galère. La 4e position des entraîneurs les mieux payés de la saison, est revenue à l'Espagnol Pep Guardiola qui a renouvelé son contrat avec les Skyblues de Manchester City jusqu'en 2021.

Résultat des négociations: 23,2 millions de salaire annuel, complétés par quelques contrats de sponsoring (Puma, Gore-Tex). Son compatriote Ernesto Valverde, entre son salaire fixe, les primes pour les titres en Liga et en Copa del Rey et divers bonus, pointe à la 5e place avec un gain de moins de 23 millions d'euros sur la saison.

Le Français Arsène Wenger, qui profite actuellement d'une période de pause bien méritée après 22 ans à la tête d'Arsenal, vient juste après, avec un total de 20,5 millions d'euros tombés dans son escarcelle l'an passé. L'Alsacien dispose d'un confortable matelas en attendant un nouveau poste: le club londonien l'a payé pas moins de 19,7 millions d'euros l'année dernière pour ses deux décennies de bons et loyaux services.

L'Italien Fabio Cannavaro (7e) et aujourd'hui reconverti en entraîneur, n'est pas seulement parti en Chine pour la beauté du projet sportif. Il cumule un poste avec le Guangzhou Evergrande et un contrat avec la sélection chinoise de football, pour un salaire total de 15 millions.

De l'art de faire ses classes en tant que coach en étant grassement payé. La 8e place du classement du Top 10 des entraîneurs les mieux payés de la saison, publié par France Football revient à l'entraîneur de la Juventus, Massimiliano Allegri qui est le mieux payé de Serie A avec 13,5 millions de salaire brut annuel. Ceci s'ajoute au joli bonus à venir si la Vieille Dame s'assoit sur le trône en C1 à la fin de la saison. Pour leur part, Jürgen Klopp, Marcello Lippi, Leonardo Jardim arrivent à égalité dans ce classement, avec des émoluments à hauteur de 13 millions d'euros. Entre la juteuse indemnité touchée pour son limogeage (9 millions) et son salaire, l'année a été faste pour le coach de l'ASM. Les revenus de Klopp sont eux issus de trois pôles majeurs: son salaire (7m), un important bonus suite à la finale de C1 et plusieurs contrats de sponsors. Marcelo Lippi bénéficie lui d'un contrat avantageux avec la fédération chinoise (sélectionneur puis directeur technique). Enfin, la 10e place est occupée par l'Italien Carlo Ancelotti de retour en Italie après avoir vu du pays ces dernières années.

L'homme au sourcil le plus célèbre du football a négocié un salaire annuel de 11,2 millions d'euros bruts (6 millions net) à Naples. Un montant auquel s'ajoutent quelques revenus annexes (consulting, édition, chevaux de course).

LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE ALLER) SIMBA-TP MAZEMBE:

L'Algérien Ghorbal au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné l'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal pour diriger le match entre les Tanzaniens de Simba SC et les Congolais du TP Mazembe, samedi à Dar Es-Salaam et comptant pour les quarts de finale (aller) de la Ligue des champions, a annoncé la CAF sur son site officiel.

Ghorbal sera assisté de l'Égyptien Mahmoud Ahmed Kamel Abouelregal et de l'Algérien Mokrane Gourari, précise la même source. La seconde manche se jouera le samedi 13 avril à Lubumbashi et a été confiée à l'arbitre éthiopien Bamalak Tessema Weyesa, assisté de son compatriote Temesgin Samuel Atango et du Kényan Gilbert Cheruyiot.

FIFA :

Le Portugais Onofre Costa nouveau directeur de la communication

Le Portugais Onofre Costa, ancien chef des médias de la Fédération portugaise de football, a été nommé directeur de la communication de la Fédération internationale de football (Fifa), a indiqué cette instance mardi. Costa a pris ses nouvelles fonctions lundi, succédant ainsi au Français Fabrice Jouhaud, qui était arrivé à la Fédération internationale en août 2016.

Néanmoins, et bien qu'officiellement remplacé par Costa, Jouhaud restera au sein de la Fédération jusqu'à la mi-avril courant «pour assurer la transition», précise encore la Fifa dans un communiqué.

Cette nomination intervient à deux mois du congrès électif de l'instance, prévu le 5 juin à Paris, et pendant lequel le président de la Fifa, Gianni Infantino, unique candidat, briguera un 2e mandat. Lors de ce congrès, Infantino devra faire valider par les 211 Fédérations membres deux projets qui suscitent des polémiques : le passage du Mondial-2022 au Qatar de 32 à 48 équipes et la création dès 2021 d'une Coupe du monde des clubs avec 24 équipes.

GUINÉE:

Le Hafía FC limoge son entraîneur

La direction générale du Hafía Football Club a décidé de limoger l'entraîneur espagnol Xavier Bernal en raison des mauvais résultats dont la dernière défaite face au Horoya AC (4-0), lors de la 16e journée du championnat guinéen, a annoncé le club.

«L'Espagnol Xavier Bernal n'est plus en mesure de satisfaire les objectifs qui lui ont été assignés, en dépit du fait qu'il a eu la responsabilité entière de l'équipe, du recrutement à la préparation, en passant par la gestion de son effectif durant les matchs», a indiqué le bureau exécutif du Hafía FC après une réunion extraordinaire.

Après ce limogeage, la direction technique de Hafía FC sera assurée par Pascal Barixakus qui va assurer l'intérim jusqu'à la nomination d'un nouvel entraîneur, a souligné la même source. En championnat, le Hafía FC occupe la 5e position avec 22 points (14 matchs joués), alors que la 1re place est partagée par Santoba (24 pts, 15 matchs) et l'AS Kaloum (16 matchs).

Fondé en 1966, le Hafía Football Club avait dominé le football guinéen et continental durant les années 1970. C'est aussi le club guinéen qui a remporté le plus de championnats nationaux avec 15 titres et 4 coupes locales. Au niveau africain, il a disputé cinq fois la finale de la Ligue des champions, obtenant trois sacres, ce qui lui vaut d'être considéré par la Fédération internationale de l'histoire du football et des statistiques (IFFHS) comme le huitième meilleur club africain au monde du XXe siècle.

Dans son origine, le club portait le nom de Conakry II, en référence au quartier où il est situé. Le club a gagné sous ce nom trois championnats nationaux, en 1966, 1967 et 1968.

APS

LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS : L'hémorragie des points se poursuit

Battue pour le troisième match de rang, cette fois-ci sur le terrain du MO Béjaïa (1-0), un autre mal classé, lundi dans le cadre de la 25e journée, l'USM Bel-Abbès a hypothéqué sérieusement ses chances de maintien en Ligue 1 de football.

Le club, qui est en train de vivre une saison cauchemardesque sur tous les plans, ferme la marche au classement avec 19 points, soit un retard de six unités sur le MC Oran, 13e provisoirement et premier non-reléguable.

Certes, les gars de la «Mekerra» comptent encore deux matchs en retard, mais même en les remportant, ce qui n'est pas évident aux yeux des observateurs, ils auront fort à faire pour éviter le purgatoire. La situation de l'USMBA, vainqueur de la précédente édition de la Coupe d'Algérie, s'est aggravée depuis le début de la phase retour. En huit matchs, l'équipe, qui a vu défilier quatre entraîneurs sur sa barre technique cette saison, n'a obtenu que quatre petits points de 24 possibles. Elle occupe logiquement la dernière

place au classement de la phase retour. L'actuel coach, Redaoune Hafaf, adjoint de l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouzzani qui a conduit l'USMBA à décrocher sa dixième Coupe d'Algérie dans l'histoire du club, n'a réussi jusque-là à signer aucune victoire depuis son retour aux affaires techniques de l'équipe il y a de cela près de deux mois en remplacement de Djilali Zouba.

Dans les milieux du club, où l'on assiste impuissants à cette hémorragie, l'on pointe un doigt accusateur vers la direction de l'équipe en particulier, une direction déjà



instable avec des changements à répétition au niveau de ses commandes, notamment lors des deux dernières saisons. Pour beaucoup aussi, le refus de l'ex-président, Okacha Hasnaoui, de prolonger le contrat de l'entraîneur Chérif El-Ouzzani lors de l'intersaison malgré son parcours positif avec le

club pendant deux exercices, s'avère être la bête noire de trop. La crise financière aiguë que connaît le club, notamment cette saison, est pour beaucoup dans cette instabilité constatée à tous les niveaux. Désormais, 7 «finales» attendent les Vert et Rouge pour espérer conserver leur place parmi l'élite.

L'équipe de l'Académie sportive Mostakbel Aïn Defla remporte le tournoi inter-écoles de football des moins de 13 ans

L'équipe de l'Académie Sportive Mostakbel Aïn Defla (ASMAD) a remporté lundi le tournoi inter-écoles de football des moins de 13 ans ouvert dimanche à Aïn Defla, à l'issue de la finale qui l'a vu en découdre avec l'équipe de l'école de Khémis Miliana.

La rencontre qui s'est terminée sur un score de parité de zéro partout a vu les deux équipes recourir à la séance des tirs aux buts pour se départager, une épreuve qui a souri aux gars de Aïn Defla au grand bonheur de leurs supporters ayant invité tôt dans la matinée le stade Abdelkader Khellal malgré un temps pluvieux.

Pour des observateurs avertis, le résultat obtenu par l'équipe de Aïn Defla est d'autant plus méritoire que la compétition a vu la participation de formations huppées telles notamment l'USMA et le CRB, observant que ce résultat atteste du travail accompli par le staff technique de l'équipe.

Pour le président de l'ASMAD,

Mehdi Aggoune, la compétition a été une réussite totale en tous points de vue, félicitant les équipes participantes pour le fair-play et la discipline dont elles ont fait preuve.

Soutenant que ce genre de manifestation sportive s'emploie à rassembler des jeunes talents venus de divers horizons en vue de favoriser un climat d'émulsion, il a émis le souhait de voir la prochaine édition du tournoi atteindre la dimension maghrébine.

Invité d'honneur de la compétition, l'ex-international et non moins sociétaire de l'USM Alger, Hocine Achou, s'est réjoui du niveau technique de certaines rencontres, affirmant que si les écoles de football accomplissaient leur mission comme il se doit, le résultat ne pourra que se répercuter positivement sur le niveau des équipes tout paliers confondus.

Celui que les Égyptiens ont surnommé «El Harrami» (le voleur) pour leur avoir inscrit, à l'occasion

de la coupe d'Afrique des nations de 2004, un but à la Maradona, soutient que les terrains vagues regorgent de talents qui ne cherchent qu'à être encadrés pour évoluer dans le bon sens.

«Je ne ferais preuve d'aucune originalité en disant que l'Algérien a un don inné pour le football et, confié à un âge précoce à un entraîneur chevronné, ses capacités ne pourront qu'être optimisées», a-t-il assuré. Nonobstant les résultats techniques ayant sanctionné les différentes rencontres, le plus important dans ce genre de manifestations consiste, selon lui, à instaurer un climat de compétition à même de galvaniser les joueurs et les inciter à se surpasser et à toujours aller de l'avant.

Quelque 300 jeunes activant au sein de seize équipes issues de 10 wilayas ont pris part à ce tournoi organisé conjointement par l'Académie de football de Aïn Defla et la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

LIGUE 1 MOBILIS (25E JOURNÉE) :

La JSK compromet ses chances pour le titre, le MOB quitte la zone de relégation

La JS Kabylie, battue ce lundi en déplacement face au DRB Tadjenanet (2-1), a raté l'occasion de recoller au leader l'USM Alger, à l'occasion de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Face à une équipe menacée par la spectre de la relégation, la JSK n'a pas pu réagir, quelques jours après sa défaite concédée à Médéa (1-0), risquant même de perdre sa position de dauphin en cas de victoire du Paradou AC jeudi à Bordj Bou Arreridj

face au CABBA. En revanche, le Difaâ confirme son redressement grâce à des buts signés Taïb (27e) et Bensaha (72e, s.p).

Les «Canaris» ont réduit le score par l'entremise de Hamroune (76e). Il s'agit du troisième match sans défaite pour le DRBT. Au stade du 20-août 1955 de Béchar, la JS Saoura a renoué avec le succès en laniant l'AS Ain M'Ilila (4-1). Taleh a ouvert le score dès la 3e minute de jeu, avant que Boubakeur ne corse l'addition (17e), met-

tant définitivement son équipe à l'abri face à une formation d'Ain M'Ilila qui n'a pas résisté. En seconde période, les locaux ont accentué leur nette domination en ajoutant deux autres buts grâce à Ziri Hammar (60e) et Yahia Chérif (79e).

L'ASAM a sauvé l'honneur par Tiaïba à la 64e minute. Une victoire qui permet à la JSS de remonter à la 6e place au classement. L'ASAM, l'une des équipes menacées par la relégation, retombe dans

ses travers. Dans la course pour le maintien, le MO Béjaïa a quitté la zone de relégation grâce à sa précieuse victoire décrochée à domicile face à la lanterne rouge l'USM Bel-Abbès (1-0). L'unique but de la partie a été l'œuvre du Malien Malick Touré (58e).

Les rencontres de cette journée se poursuivront mardi avec trois belles affiches au menu : NA Hussein-Dey - MC Alger, CS Constantine - ES Sétif, et MC Oran - Olympique Médéa.

CASCARINO VEUT VIRER LORIS !

« Je serai surpris à long terme – et je parle pour la saison prochaine – si Pochettino n'achète pas un autre gardien de but. Il en a déjà un bon là-bas, mais vous avez besoin de mieux. Vous avez besoin d'un gardien de but de très haut niveau pour amener votre équipe à passer à un niveau supérieur et ne pas se contenter d'être deuxième ou troisième. Je ne pense pas que Lloris soit aussi bon que ce qu'on laisse entendre pour aller gagner des titres. » a-t-il déclaré dans des propos rapportés par Talksport.



AZPILICUETA DÉFEND LES SUPPORTERS

Le capitaine des Blues assure comprendre la grogne des fans du club, malgré la victoire face à Cardiff dimanche en Premier League (2-1). Les semaines passent et se ressemblent pour Maurizio Sarri sur le banc de Chelsea. Conspué par certains supporters du club, qui jugent son approche tactique trop dogmatique, le technicien italien a encore essuyé des "Sarri out!" durant la victoire sur le fil des Blues sur la pelouse de Cardiff dimanche (2-1). Les fans du club gallois ce sont joints à leurs homologues londoniens, en entonnant des sarcastiques "Sarri in!". Si l'ancien coach de Naples prétend s'être désormais fait une raison, ses joueurs ont admis être touchés par les critiques, qu'il juge cependant justifiées. A commencer par leur capitaine, César Azpilicueta.

Zidane : «Je n'imagine pas un Real Madrid sans Varane»

Présent en conférence de presse ce mardi, Zinédine Zidane est notamment revenu sur les rumeurs de départ concernant son défenseur central.

A la veille du déplacement de son équipe à Valence ce mercredi (21h30) dans le cadre de la 30e journée de Liga, Zinédine Zidane s'est présenté en conférence de presse ce mardi. Il est notamment revenu sur les rumeurs de départ qui concernent Raphaël Varane. Le défenseur central de 25 ans est en effet annoncé sur le départ par plusieurs médias espagnols dont Marca, qui annonçait il y a peu qu'il aurait même fait part de ses envies d'ailleurs au vestiaire madrilène. Alors que plusieurs pistes en défense centrales sont évoquées - comme le napolitain Kalidou Koulibaly - et qu'Eder Militao a déjà été recruté en provenance de Porto, Zidane ne veut pas entendre parler d'un départ du champion du monde. "Varane veut-il changer

d'air ? Je n'imagine pas un Real Madrid sans Varane", a déclaré l'entraîneur. "Il est jeune et il est très bon. Des choses se disent, mais je le vois bien et il ne m'a rien dit. Actuellement, il est dans le meilleur club du monde, il le sait et je le vois bien ici. Il aurait dit qu'il voulait partir. Il n'a rien dit à ce sujet et ce que je veux, c'est qu'il reste au Real Madrid."



LE REAL LORGNERAIT GIMÉNEZ

Les dirigeants du Real Madrid auraient inscrit le nom de José Giménez (24 ans), en vue du mercato estival. Selon les éléments obtenus par As, le club merengue en pince pour le défenseur central de l'Atlético Madrid. Il pourrait transmettre une offre, en vue de remplacer Raphael Varane, lequel aurait vraiment fait part de son envie de partir. Giménez possède d'une clause libératoire de 120 millions d'euros. Il reste donc à voir si les dirigeants madrilènes seront disposés à la payer. L'Uruguayen a disputé 106 matchs de Liga, depuis son arrivée chez les Colchoneros, pour... 900 000 euros, en 2013.

L'entraîneur de la Juventus espère le retour de Ronaldo contre l'Ajax

Cristiano Ronaldo pourrait effectuer son retour au jeu après une blessure lors du match de la Juventus en Ligue des Champions contre l'Ajax la semaine prochaine. L'entraîneur de la Juventus, Massimiliano Allegri, a déclaré: « Ronaldo travaille fort et nous espérons le voir revenir au jeu contre l'Ajax. » Ronaldo s'est blessé à un muscle de la cuisse droite la semaine der-

nière alors qu'il jouait avec le Portugal pour les qualifications du Championnat d'Europe. Allegri a déclaré « l'examen de ce matin a révélé que la jambe va beaucoup mieux. Bien entendu, cela dépend de la réaction du joueur et de la douleur qu'il ressent. » La Juventus se rendra à Amsterdam pour le match aller des quarts de finale le 10 avril, puis accueillera l'équipe néerlandaise la semaine suivante. Ronaldo a obtenu un triplé contre l'Atletico Madrid au cours des quarts de finale, éliminant ainsi presque à lui seul le déficit du match aller.



SAMI KHEDIRA ENFIN PROCHE D'UN RETOUR

Opéré du cœur en février dernier, Sami Khedira a enfin repris l'entraînement collectif avec la Juventus Turin.

Voilà une saison à vite oublier pour Sami Khedira. Souvent blessé, le milieu de la Vieille Dame n'a disputé que neuf matchs de Serie A et n'a plus joué la moindre minute sous le maillot Bianconeri depuis sa titularisation face à Frosinone (2-0), le 15 février. En effet, cinq jours plus tard, l'Allemand a dû être opéré du cœur à cause d'une arythmie cardiaque (anomalie qui accélère le rythme cardiaque).

Après cette intervention chirurgicale réussie et une période de repos, l'ancien joueur du Real Madrid a reçu, il y a quelques semaines, le feu vert du staff médical pour reprendre la course. Ainsi, ce dimanche, le milieu de 33 ans a participé à l'entraînement collectif de la Vieille Dame après la victoire du club turinois face à Empoli (1-0 grâce à un but de Moise Kean).



Le président Bouteflika notifie au Conseil constitutionnel sa décision de mettre fin à son mandat

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a notifié officiellement au président du Conseil constitutionnel, sa décision de mettre fin à son mandat en qualité de président de la République, a-t-on appris mardi auprès de la présidence de la République.

ARMÉE

M. Gaid Salah appelle à l'application "immédiate" des articles 7, 8 et 102 de la Constitution

Le Général de corps d'Armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a appelé mardi à "appliquer immédiatement la solution constitutionnelle", proposée par l'ANP, à travers l'application des articles 7, 8 et 102 et entamer ainsi le "processus garantissant la gestion des affaires de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Ainsi, nous estimons qu'il n'y a plus lieu de perdre davantage de temps et qu'il faut appliquer immédiatement la solution constitutionnelle proposée, à savoir la mise en application des articles 7, 8 et 102 et entamer le processus garantissant la gestion des affaires de l'Etat dans le cadre de la légitimité constitutionnelle», a affirmé le Général de corps d'Armée qui a présidé une réunion au siège de l'Etat-Major de l'ANP avec les Commandants de Forces, les Commandants des Régions militaires, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale et les chefs des deux départements de l'état-major de l'ANP, précise la même source. «Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi des développements relatives à la proposition formulée par l'ANP visant la mise en application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution». «Aussi notre décision est claire et irrévocable. Nous soutiendrons le peuple jusqu'à ce que ses revendications soient entièrement et totalement satisfaites», a souligné M. Gaid Salah, ajoutant qu'étant le fils du peuple et partant de la responsabilité historique qui m'incombe, je ne pourrai que m'aligner sur ce peuple dont la patience n'a que trop duré et qui a tant souffert des différentes épreuves car il est temps pour qu'il recouvre ses droits constitutionnels lé-



gitimes et sa pleine souveraineté». «Enfin, nous réitérons encore une fois que notre démarche pour trouver une solution à cette crise, émane exclusivement et strictement de notre allégeance envers la Patrie et uniquement la Patrie, car nous croyons fermement en la capacité du peuple algérien à surpasser les crises, aussi graves qu'elles

puissent être, grâce à ses référents historiques et civilisationnels ainsi qu'à ses ressources humaines imprégnées de patriotisme et parce que nous sommes convaincus qu'aussi longtemps qu'une personne vive, elle est appelée à disparaître un jour, mais la patrie vivra éternellement», a-t-il conclu.

Les articles 7, 8 et 102 de la Constitution

Voici ce que prévoient les articles 7, 8 et 102 de la Constitution :

L'article 7: Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple. L'article 8: Le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne. Le peuple l'exerce aussi par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus.

Le Président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple.

L'article 102 concerne l'état d'empêchement du président de la République d'exercer ses fonctions.

Ainsi, lorsque le président de la République, pour cause de maladie grave et

durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous moyens appropriés, propose, à l'unanimité, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement».

Le Parlement siégeant en chambres réunies déclare l'état d'empêchement du président de la République, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et charge de l'intérim du Chef de l'Etat, pour une période maximale de quarante cinq (45) jours, le Président du Conseil de la nation, qui exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 104 de la Constitution. En cas de continuation de l'empêchement à l'expiration du

délai de quarante cinq (45) jours, il est procédé à une déclaration de vacance par démission de plein droit, selon la procédure visée aux alinéas ci-dessus et selon les dispositions des alinéas suivants du présent article. Selon le même article, en cas de démission ou de décès du Président de la République, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République. Il communique immédiatement l'acte de déclaration de vacance définitive au Parlement qui se réunit de plein droit.

Le Président du Conseil de la Nation assume la charge de Chef de l'Etat pour une durée de quatre-vingt-dix (90) jours au maximum, au cours de laquelle des élections prési-

dentielles sont organisées. Le Chef de l'Etat, ainsi désigné, ne peut être candidat à la Présidence de la République. En cas de conjonction de la démission ou du décès du Président de la République et de la vacance de la Présidence du Conseil de la Nation, pour quelle que cause que ce soit, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate à l'unanimité la vacance définitive de la Présidence de la République et l'empêchement du Président du Conseil de la Nation. Dans ce cas, le Président du Conseil constitutionnel assume la charge de Chef de l'Etat dans les conditions fixées aux alinéas précédents du présent article et à l'article 104 de la Constitution. Il ne peut être candidat à la Présidence de la République.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME 2 caches d'armes et de munitions découvertes à Tamanrasset et Ghardaïa

Une cache contenant des armes et des munitions a été découverte lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une patrouille de reconnaissance à Tamanrasset, alors qu'une autre cache contenant six (6) canons pour fusils à répétition, a été découverte à Ghardaïa, indique mardi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation des renseignements, un détachement l'Armée nationale populaire a découvert, hier 1er avril 2019, lors d'une patrouille de reconnaissance à Tamanrasset (6e Région militaire), une cache d'armes et de munitions contenant un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Simonov, trois (3) chargeurs de munitions ainsi qu'une bombe de confection artisanale et une quantité de munitions s'élevant à (407) balles de différents calibres», tandis qu'un autre détachement «a découvert, à Ghardaïa (4e RM), une cache contenant six (6) canons pour fusils à répétition et d'autres objets», précise la même source. Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale «ont arrêté, à Oran (2e RM), quatre (4) éléments de soutien aux

groupes terroristes impliqués dans les activités de la cellule terroriste démantelée à Oran le 26 mars 2019. L'opération de recherche et d'investigation est toujours en cours». Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, lors d'opérations distinctes à Tindouf (3e RM), Bordj Badji Mokhtar (6e RM), Laghouat et El-Oued (4e RM), trois (3) narcotrafiquants en leur possession (71) kilogrammes de kif traité et un contrebandier à bord d'un camion chargé de (25) quintaux de feuilles de tabac», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, Khenchla et Guelma (5e RM), quatre (4) individus en possession de deux (2) fusils à pompe, un pistolet automatique et d'une quantité de munition (2.750 balles)».

D'autre part, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Djanet (4e RM) et In Guezzaam (6e RM), (66) orpailleurs et saisi (82) groupes électrogènes, (22) marteaux piqueurs et (3) détecteurs de métaux, tandis que (23) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés en In-Guezzaam, Boumerdes et Tlemcen», rapporte également le communiqué du MDN.

Une cache d'armes et de munitions découverte près de la bande frontalière de Tamanrasset

Une cache contenant des armes et des munitions a été découverte lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une patrouille de fouille et de recherche près de la bande frontalière de Tamanrasset, indique mardi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué «Un détachement de l'Armée Nationale Populaire a découvert, le 1er avril 2019 lors d'une patrouille de fouille et de recherche près de la bande frontalière à Tamanrasset/6e RM, une cache d'armements et de munitions contenant, Quatre (04) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux (02) fusils semi-automatiques de type Simonov, dix-sept (17) obus de mortiers de calibres 120 mm et 82 mm, vingt-quatre

(24) roquettes antichar, six (06) grenades, un (01) canon pour fusil mitrailleur FMPK, onze (11) chargeurs de munitions pour pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, trois (03) caisses de munitions pour fusil mitrailleur FMPK», deux (02) lunettes pour RPG-7, trois (03) détonateurs ainsi qu'une quantité de munitions de différents calibres s'élevant à (2446) balles et d'autres objets», précise la même source résultats de qualité «confirmation, manifestement, l'efficacité et l'efficacité des opérations multiples que mènent les unités de l'Armée Nationale Populaire dans la sécurisation et la protection de toutes nos frontières nationales contre tous les fléaux et les menaces», a souligné le communiqué du MDN.